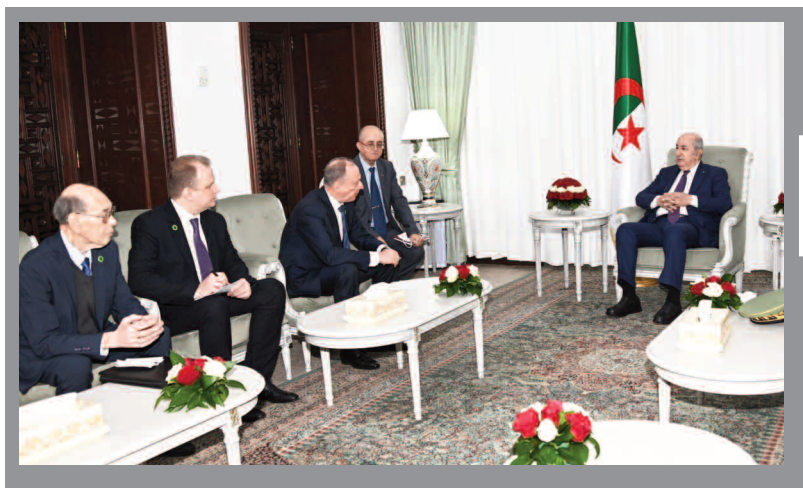


Algérie-Russie

RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION MILITAIRE EN PERSPECTIVE

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7526 – MARDI 28 FÉVRIER 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Drame de Tikjda

LE CHAUFFEUR MIS EN CAUSE

Page 24

ASSISES NATIONALES DE L'AGRICULTURE

LE DÉFI DE L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE



C'est aujourd'hui que s'ouvrent les assises nationales de l'agriculture. Objectif : faire le bilan des réalisations dans le secteur et surtout dégager des perspectives pour assurer la sécurité alimentaire, partie intégrante de la souveraineté nationale. *Page 3*

HAUSSE DE L'INFERTILITÉ MASCULINE

Un phénomène inquiétant

Page 5

IMPORTATION DE VÉHICULES DE MOINS DE TROIS ANS

Les modalités fixées

Page 24

COUPE DE LA CAF

L'USMA à un pas des ¼ finale

Page 11

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

COMMERCE

Berlin veut booster les échanges avec l'Algérie

ALGER et Berlin veulent promouvoir leurs relations commerciales. C'est l'objet de la rencontre du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig qui s'est entretenu avec l'ambassadrice de la République fédérale d'Allemagne à Alger, Elisabeth Wolber.

Les voies et moyens de promouvoir la coopération commerciale entre les deux pays, ont été à l'ordre du jour de cette rencontre, a-t-on précisé dans un communiqué du ministère du Commerce.

Lors de la rencontre, tenue dimanche dernier au siège du ministère, en présence de la directrice générale de la Chambre algéro-allemande d'industrie et de commerce (AHK Algérie), Monika Erath, « il a été question des relations algéro-allemandes et des mécanismes de leur promotion à des domaines plus larges, à travers l'augmentation des échanges commerciaux bilatéraux », a-t-on indiqué, soulignant l'importance de la coopération entre la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et AHK Algérie.

Il y a lieu de rappeler que les deux pays sont en passe de développer la coopération bilatérale, notamment dans le domaine des énergies renouvelables. La question a été en effet évoquée lors de la rencontre annuelle d'échange et de réseautage, organisée par l'AHK Algérie, la semaine passée. Les relations commerciales ont été renforcées, sachant que l'Allemagne a pu renforcer sa position de 5ème à 3ème pays fournisseur de l'Algérie en 2021.

Ce sont les produits chimiques, machines, matière première agricole qui sont les plus exportés vers l'Algérie qui a, à son tour, augmenté ses exportations vers l'Allemagne, selon les précisions de la directrice générale de l'AHK, sans pour autant communiquer le chiffre exact du volume des échanges.

H. B.

AGRICULTURE

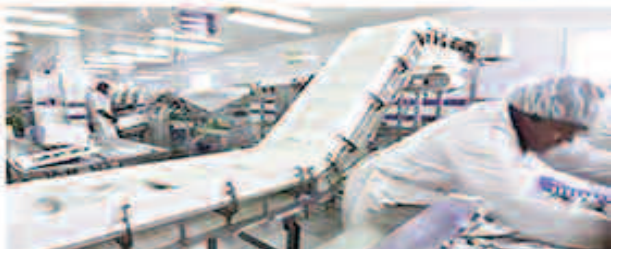
Les assises nationales s'ouvrent aujourd'hui

C'est aujourd'hui que s'ouvrent les assises nationales de l'agriculture. Objectif : faire le bilan des réalisations dans le secteur et surtout dégager des perspectives pour assurer la sécurité alimentaire, partie intégrante de la souveraineté nationale.









C'est sous le slogan « L'agriculture pour une sécurité alimentaire durable » que s'ouvrent à Alger les Assises nationales de l'Agriculture, placées sous le haut patronage du président de la République et qui regroupe les agriculteurs, experts dans le domaine et les institutions concernées. C'est l'occasion de consolider les acquis et combler les lacunes dans le secteur de l'agriculture, identifié comme étant un secteur stratégique.

Les spécialistes s'accordent à dire que l'on doit miser sur les filières céréaliculture, lait, viandes rouges ainsi que les plantes oléagineuses. Des filières dont le pays demeure toujours dépendant des importations, bien que des niveaux appréciables en matière de production locale soient atteints, notamment les fruits et légumes où l'on a pu couvrir environ 75% de nos besoins en la matière. C'est ce qu'a indiqué Laala Boukhalfa, expert agricole dans sa déclaration au Jeune Indépendant, indiquant que l'on dispose aussi des moyens d'augmenter la production dans la filière volaille. « Nous disposons de moyens de produire pratiquement le double de nos besoins en viandes blanches, à condition d'asseoir une meilleure organisation de la filière », a-t-il précisé.

Selon lui, il est essentiel d'axer tous les efforts pour développer et améliorer la production des filières céréaliculture, lait, viandes rouges et plantes oléagineuses. «On continue toujours à être dépendant de l'importation. Le montant réservé pour couvrir les besoins nationaux de ces produits est estimé à-peu-près à 10 milliards de dollars, dont 3 milliards de dollars consacrés à l'importation des céréales, 700 millions à un milliard de dollars pour la poudre de lait », a expliqué l'expert agricole, lequel a fait remarquer que le diagnostic est déjà établi, compte tenu de l'importance accordée à ces filières.

L'expert a, dans ce sens, cité la décision de créer l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes. « Les superficies existent, la ressource hydrique aussi. Il suffit de s'organiser et comment attribuer ces terres dans le cadre des concessions aux investisseurs et ainsi réduire et pourquoi pas mettre fin à ces importations », a souligné M. Laala, signalant la nécessité de prendre en charge les recommandations de ces Assises nationales.

Lilia Aït Akli

LA LOI SUR LA MONNAIE ET LE CRÉDIT

Répondre aux exigences de la transition numérique

La révision de la loi relative à la monnaie et au crédit, très attendue, permettrait de s'adapter aux derniers développements et de mieux répondre aux exigences de la réforme économique escomptée.

Dans son exposé devant la Commission des finances de l'Assemblée populaire nationale (APN), le Gouverneur de la Banque d'Algérie est revenu sur les nouveautés contenues dans ce projet de loi, qui répond aux exigences de la transition numérique, mais aussi le renforcement de la gouvernance de la BA ainsi que l'élargissement des prérogatives du Conseil de la monnaie et du crédit. Il a dans la foulée affirmé que l'émission par la BA du dinar numérique consolidera aussi son rôle en tant qu'autorité monétaire.

Salah Eddine Taleb, a présenté un exposé devant cette Commission, avant-hier, durant lequel il a affirmé que le projet de loi relatif à la monnaie et le crédit constituait la base fondamentale permettant de garantir un développement économique harmonieux et rationnel. Soulignant le fait que ce projet de loi répondait aux exigences de la transition numérique et à l'utilisation massive des technologies, le Gouverneur de la BA a souligné l'impératif pour le secteur des Finances de suivre le rythme de la nouvelle dynamique reposant sur l'économie du savoir et le numérique, et de s'ouvrir à de nouveaux acteurs pour se mettre au diapason des nouvelles orientations et des nouveaux besoins du consommateur en termes de prestations financières.

Le Gouverneur de la BA a en outre évoqué les mesures les plus importantes énoncées dans le projet de loi, affirmant qu'il s'agit, principalement, de renforcer la gouvernance de la BA et du Conseil de la monnaie et du crédit et de la Commission bancaire. « Les modifications ayant touché la composante du conseil d'administration de la BA et l'adoption du système de mandat pour l'exercice de la fonction de gouverneur de la BA et de vice-gouverneurs, visent à apporter plus d'efficacité à l'exercice de ces fonctions en tant qu'autorité monétaire et de contrôle, notamment à la lumière de ses prérogatives dans le cadre de la stabilité financière et la mise en place d'une stratégie nationale pour le développement des moyens de paiement », a-t-il précisé, signalant aussi l'élargissement des prérogatives du Conseil de la monnaie et du crédit. Ceci, lui permettra, a-t-il dit, d'accompagner les mutations que connait la scène bancaire et d'organiser l'action des nouveaux acteurs sur la scène bancaire en les autorisant à exercer les activités qui leur sont confiées.

Il a dans ce sens précisé que le projet de loi consacrait une plus grande flexibilité à l'organisation de l'activité des nouveaux acteurs, à l'instar des banques numériques, des banques d'investissement et des prestataires des services de paiement. « Ces missions sont confiées au Conseil de la monnaie et du crédit qui se chargera de la mise en place des règles d'organisation pour leur développement », a précisé le gouverneur de la BA, lequel a également indiqué que le projet de loi consacre le rôle de la commission bancaire « en tant qu'autorité de supervision chargée de contrôler l'ensemble des établissements soumis à la loi sur la monnaie et le crédit ».

M. Salah Eddine Taleb a également évoqué la proposition de créer la Commission de stabilité financière comme étant « un mécanisme préventif pour faire face aux crises financières et les gérer lors de leur survenue », ainsi que les nouveaux outils de la politique monétaire créée en vertu du projet de loi, dont la possibilité « d'émettre des titres de créance par la Banque d'Algérie et d'effectuer des opérations de change à des fins de politique monétaire ». L'émission du dinar numérique algérien par la BA est considérée, selon le gouverneur de la banque des banques comme une mesure qui va préserver et consolider le rôle de la Banque centrale en tant qu'autorité monétaire, précisant que le maintien de la stabilité financière, exige de la Banque d'Algérie, dans le cadre de la loi, «à titre exceptionnel et en dernier ressort, « de présenter une liquidité d'urgence en faveur d'une banque solvable confrontée à un problème de liquidité temporaire ».

Le texte de loi, permettra aussi, selon les précisions de ce responsable, l'adaptation des outils de la politique monétaire pour encourager la finance verte et le développement durable, en sus de consacrer la finance islamique qui peut être commercialisée par les guichets des banques et établissements financiers traditionnels ou au niveau des banques spécialisées exclusivement dans la commercialisation de ces produits, consacré dans le cadre de ce projet de loi.

Hamid B.

ALGÉRIE-RUSSIE

Renforcement de la coopération militaire en perspective

L'Algérie et la Russie sont engagées dans le renforcement de la coopération militaire et sécuritaire, axe central du partenariat stratégique que les deux pays entendent renouveler prochainement. C'est ce qui ressort des rencontres, hier, entre les hauts responsables algériens et Nikolaï Patrouchev, Secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, qui effectuait une visite à Alger.



Lors d'une réunion au siège de l'état-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a évoqué avec M. Patrouchev l'état de la coopération militaire entre l'Algérie et la Russie. C'est ce qu'a indiqué le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont abordé «l'état de la coopération militaire entre les armées des deux pays et les moyens de son renforcement et ont échangé les points de vue sur les différentes questions d'intérêt commun », précise la même source.

A cette occasion, le Général d'Armée a prononcé une allocution au début de laquelle il a souhaité la bienvenue à M. Patrouchev, ainsi qu'à la délégation qui l'accompagne, en exprimant le souhait que cette visite «sera bénéfique pour les deux parties et à la hauteur des relations historiques et stratégiques qui lient les deux pays».

«Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue au siège de l'état-major de l'ANP, en exprimant le vœu que votre visite sera bénéfique pour les deux parties, d'autant qu'elle représente, pour nous, l'expression de la ferme et franche volonté qui anime les deux pays pour renforcer davantage le partenariat stratégique et historique qui caractérise leurs relations bilatérales, particulièrement dans le domaine de la coopération militaire», a-t-il affirmé. Par ailleurs, le Général d'Armée a souligné que «les efforts déployés par les deux pays pour contribuer à l'instauration d'une paix et d'un développement durables, sont en adéquation avec les principes ayant concouru au développement des relations de coopération entre les deux parties».

«Ces efforts auxquels l'Algérie et la Fédération de Russie prennent part pour l'instauration d'une paix et d'un développement durables, dans le respect de la souveraineté des Etats, sont en adéquation avec les principes immuables et historiques ayant concouru au développement de relations de coopération bilatérale étroites, basées sur la confiance mutuelle et les intérêts communs des deux pays», a ajouté le Général d'Armée.

M. Nikolaï Patrouchev, accompagné d'une importante délégation, s'est dit «heureux de se retrouver en Algérie». Il a, pour sa part, souligné que « les relations historiques entre l'Algérie et la Russie sont profondes et que son pays œuvre à les renforcer davantage ».

Le haut responsable russe a fait l'éloge du «rôle pivot de l'Algérie et des grands efforts qu'elle déploie pour l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région ».

M. Patrouchev a également été reçu, le même jour, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, selon un communiqué de la Présidence de la République.

Il convient de rappeler que lors d'un entretien téléphonique, le 31 janvier dernier, le président Tebboune et son homologue russe, Vladimir Poutine, ont convenu de programmer une visite d'État de M. Tebboune en Russie pour « le mois de mai prochain».

Les deux chefs d'État ont évoqué « les relations bilatérales entre les deux pays et plus particulièrement les horizons de la coopération énergétique ». Ils ont également discuté « de la prochaine réunion du grand comité mixte algéro-russe », qui se tiendra lors de cette visite.

L'Algérie et la Fédération de Russie, faut-il le noter, œuvrent à la préparation d'un accord de partenariat stratégique approfondi servant de «nouveau jalon » dans les relations historiques entre les deux pays.

Cet accord est censé élever le niveau de coopération entre Alger et Moscou au rang de «partenariat stratégique approfondi », selon l'ambassadeur russe en Algérie Valérian Shuvaev, qui avait estimé que cet accord « sera à la hauteur des aspirations des deux dirigeants, algérien et russe ».

L'accord de partenariat stratégique approfondi sera signé, selon toute vraisemblance, lors de la visite officielle du chef de l'Etat à Moscou.

Mohamed Mecelti

PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME AU SAHEL

L'expérience algérienne saluée

PLUSIEURS experts et spécialistes des questions religieuses ont salué, hier à Alger, l'expérience de l'Algérie en matière de lutte contre l'extrémisme violent et la prise en charge de facteurs y conduisant, appelant «les pays du Sahel et de l'Afrique à suivre la démarche algérienne».

Dans une déclaration en marge des travaux de la 2e réunion de la série de réunions «L'appel en faveur du Sahel» qui se déroulent depuis à Alger, l'islamologue Youcef Mecheria a indiqué que l'approche algérienne en matière de lutte contre l'extrémisme violent est exemplaire en ce sens qu'elle a cerné le phénomène de tous les côtés.

«L'Algérie s'est, en effet, attaquée à l'extrémisme violent politiquement et économiquement. Dans ses plans de lutte, elle a toujours prôné le dialogue, l'implication des spécialistes, ainsi que la prise en charge des problèmes», a-t-il souligné, estimant que le dialogue est «la véritable clé pour combattre ce fléau».

Selon l'islamologue, la dernière démarche du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en consacrant un milliard de dollars à l'appui du développement dans les Etats africains à travers l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, va dans le sens de la démarche concluante de l'Algérie contre l'extrémisme violent, à savoir s'attaquer aux facteurs conduisant à ce fléau, notamment la pauvreté et le sous-développement. Faisant observer, en outre, que cette réunion constitue une opportunité pour les pays présents d'appendre de l'expérience algérienne, M. Mecheria a dénoncé l'ingérence de certains pays étrangers dans les régions du Sahel. «L'ingérence étrangère est la principale raison qui pousse à l'extrémisme violent», a-t-il déploré. De son côté, le membre de la Ligue des Oulémas, Prédicateurs, Imams du Sahel et président de la Ligue des prédicateurs de Côte d'Ivoire, Ibrahim Koné, a indiqué que l'expérience de l'Algérie en termes de lutte contre l'extrémisme violent est un modèle à suivre en ce sens qu'elle renseigne sur le fait que «compter sur soi dans la lutte contre l'extrémisme paie».

«L'Algérie a combattu seule l'extrémisme et elle a réussi. Elle est aujourd'hui en paix. Elle avance sereinement avec ses hommes et ses institutions sans qu'elle ne soit inquiétée par qui que ce soit. Ceci montre que l'Afrique peut aussi se prendre elle-même en charge sans qu'elle n'attende d'autres parties pour qu'elles viennent à son secours», a-t-il expliqué, faisant remarquer que les pays du Sahel disposent de beaucoup d'atouts pour vaincre l'extrémisme violent.

«Aux pays du Sahel, le problème de la définition des concepts ne se pose pas. Nous avons une définition consensuelle de l'Islam, de l'extrémisme, du radicalisme», a-t-il noté, appelant toutefois les pays de la région à être plus pratiques et pragmatiques sur le terrain.

Interrogée, pour sa part, sur l'importance de cette 2e réunion de «l'appel en faveur du Sahel», la consultante auprès de l'Union interparlementaire (UIP), Dr Sarah Markiewics, a indiqué qu'à travers cette conférence, «nous œuvrons à trouver comment les leaders intercommunautaires et religieux peuvent jouer un rôle dans la prévention de l'extrémisme violent».

«C'est très important d'apprendre de l'expérience de l'Algérie qui n'a pas seulement une longue expérience avec le terrorisme, mais aussi comment le vaincre et construire un Etat fort et sûr», a déclaré Mme Markiewics.

«Cette rencontre permettra l'échange d'expériences entre des experts d'Algérie et du Sahel et voir comment chacun peut aider l'autre pour construire une société résiliente», a-t-elle poursuivi.

Selon la représentante de l'UIP, ce rendez-vous est une occasion pour lancer un appel à la communauté internationale et envoyer un message clair concernant la nature de l'aide dont les pays du Sahel ont besoin pour instaurer la paix et soutenir les jeunes.

Plusieurs experts et guides religieux participent aux travaux de la 2e réunion de la série de réunions «L'appel en faveur du Sahel» décidées par l'UIP lors de son 1er Sommet mondial sur la lutte contre le terrorisme, en septembre 2021 à Vienne.

S.O. Brahim

SUR DÉCISION DE TEBOUNNE

La nationalité algérienne décernée à l'Archevêque d'Alger

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune a octroyé la nationalité algérienne à l'Archevêque d'Alger, Mgr Jean-Paul Vesco, en vertu d'un décret présidentiel.

« Est naturalisé Algérien conformément aux termes et conditions de l'article 10 de l'ordonnance n 70-86 du 17 Chaoual de l'année 1390 de l'hégire, correspondant au 15 décembre de l'année 1970, portant Code de la nationalité algérienne, amendé et complété, la personne dénommée ci-après: Vesco Jean-Paul, né le 10 mars 1962 à Lyon (France) et résidant à Oran », lit-on dans le décret présidentiel.

Nommé Archevêque d'Alger en décembre 2021, Mgr Jean-Paul Vesco, qui était auparavant Evêque d'Oran, est titulaire, entre-autres, d'une Maîtrise en Droit des Affaires et d'un Diplôme de Hautes études commerciales (HEC Paris). Il a exercé la profession d'avocat de 1989 à 1995.

En poste en Algérie depuis 2002, et après des séjours à Beni-Abbès et à Tlemcen, il a exercé comme Vicaire général du diocèse d'Oran entre 2005 et 2010, avant d'être nommé Evêque de la même ville en 2012.

M.D

SÉNAT

Goudjil reçoit le président de l'Union interparlementaire

LE PRÉSIDENT du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a reçu lundi le président de l'Union interparlementaire (UIP), Duarte Pacheco.

La rencontre a permis de mettre en relief «l'importance de l'action parlementaire multipartite et de l'activation des mécanismes de coopération entre les organisations parlementaires régionales et internationales, notamment à travers l'UIP qui se veut la doyenne des organisations interparlementaires et l'un des principaux acteurs du dialogue et des négociations dans les relations internationales», indique un communiqué du Conseil de la nation.

A cette occasion, M. Goudjil a rappelé «les constantes sur lesquelles repose la diplomatie algérienne à l'ère de l'Algérie nouvelle sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, fondées sur le respect de la souveraineté des Etats et le bannissement de l'ingérence dans les affaires internes d'autrui, outre le soutien du droit des peuples à l'autodétermination».

Il a cité, en outre, «les efforts de décolonisation en Afrique et dans le monde, dont le droit du peuple palestinien à l'établissement d'un Etat indépendant sur les frontières de 1967 avec Al Qods pour capitale, et le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination conformément aux principes de la légalité internationale et des décisions de l'instance onusienne».

M. Goudjil a évoqué «l'importance d'adopter un nouveau concept du principe de non alignement, loin des données de la guerre froide».

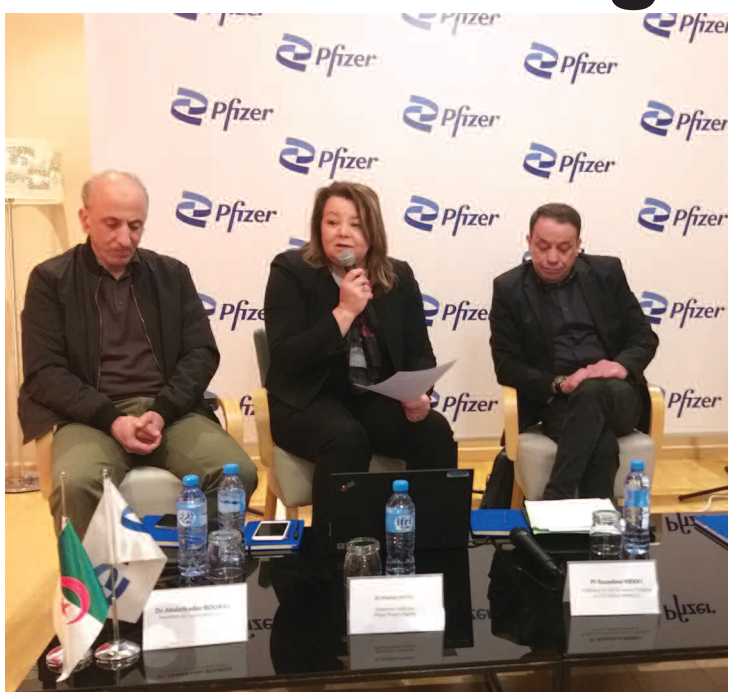
Dans le même contexte, le président du Conseil de la nation a plaidé pour «une coopération entre les Etats face au phénomène du terrorisme international qui a pris de l'ampleur dans le Sahel africain, et ce à travers une approche inclusive de développement reposant sur l'identification des causes de l'extrémisme violent afin de trouver les solutions à même de mettre fin à l'expansion terroriste dans la région, qui est la plus importante cause de l'émigration clandestine dans la région méditerranéenne».

M. D.

MALADIES RARES

Deux millions d'Algériens atteints

Deux millions d'Algériens sont atteints d'une maladie rare et seule une minorité dispose d'un diagnostic précis, souvent après une errance de plusieurs années. Pour changer la donne, les spécialistes misent sur la sensibilisation et la formation des médecins pour améliorer un tant soit peu la prise en charge de ces malades.



La première barrière pour une bonne prise en charge des patients réside, selon les spécialistes, dans l'errance diagnostique. Cette problématique concerne l'ensemble des maladies rares, estime le professeur Azzedine Mekki, chef de service pédiatrie au CHU Nefissa-Hamoud d'Alger, soulignant que leur rareté, leur complexité et la diversité des signes cliniques, entraîne souvent une errance diagnostique de plusieurs années.

«Un patient peut mettre des mois, voire des années, à bénéficier du bon diagnostic», a-t-il expliqué, lors de la table ronde scientifique organisée, avant hier, à Alger, à l'occasion de la Journée mondiale des maladies rares qui coïncide avec le 28 février de chaque année. Initiée par le laboratoire pharmaceutique Pfizer Pharm Algérie, cette rencontre, intitulée «Parlons Maladies rares», a comme objectif principal la sensibilisation du public, via les médias, sur les maladies rares qui sont rarement accessibles au traitement.

Pour le Pr. Mekki, les principaux défis sont donc le diagnostic, la recherche sur les traitements et l'accompagnement des patients et de leurs proches pour une meilleure qualité de vie. Toutefois, il a regretté le fait que même lorsque ces maladies sont confirmées, l'autre problème soulevé est l'accès aux médicaments dit orphelins et qui sont très chers, même si l'État, reconnait-t-il, a consenti d'énormes efforts pour la prise en charge de ce type de maladies.

Donc, pour améliorer la prise en charge de ces maladies, suggère le spécialiste, il faut dans un premier temps, améliorer la formation des médecins sur ces maladies rares. «Bien entendu, le diagnostic clinique à lui seul ne suffit pas, il faut une confirmation par le laboratoire, pour cette raison il faut améliorer les diagnostics génétiques», a-t-il indiqué.

L'Algérie, en effet, enregistre chaque année de nouveaux cas de maladies rares. Des maladies le plus souvent pédiatriques, puisque 75% d'entre elles surviennent avant l'âge de 2 ans. Malheureusement, regrette professeur Mekki, 95% d'entre elles ne disposent pas de traitements spécifiques.

Le spécialiste a fait savoir que ces maladies sont source d'un handicap multi systémique, et ont de ce fait plusieurs conséquences médico-sociales dues, d'une part, à leur méconnaissance par certains médecins, d'où le retard dans le diagnostic, et au peu d'études qui leur sont consacrées et, d'autre part, au fait qu'elles ne disposent pas de traitements spécifiques et demeurent encore orphelines. «Lorsqu'elles sont enfin suspectées, la confirmation du diagnostic par des examens de laboratoire est le plus souvent insuffisante, voire absente, comme certains examens biochimiques, mais surtout génétiques», a-t-il regretté.

LES UNIONS CONSANGUINES POINTÉES DU DOIGT

Comme ces maladies sont multi systémiques et touchent plusieurs organes en même temps, le suivi nécessite plusieurs disciplines. Outre l'amélioration du diagnostic clinique et la confirmation du laboratoire, le chef de service propose que ces maladies soient prises en charge dans des centres de compétence ou des centres de référence, pour assurer une prise en charge multidisciplinaire des patients.

«Il faut au moins réaliser 4 centres de références, au Nord, à l'Est, à l'Ouest et au Sud du pays», a recommandé le Professeur, appelant également à créer des réseaux de soins, élaborer des registres nationaux pour chaque maladie, avoir un accès facile aux médicaments dit orphelins.

Pour lui, un plan doit être élaboré, ainsi qu'une stratégie pour permettre une meilleure organisation favorisant une meilleure prise en charge. Il a mis en avant le rôle important du mouvement associatif, qu'il doit être un interlocuteur fiable pour les praticiens.

Le Pr. Mekki a également évoqué les unions conjugales qui augmentent, selon lui, considérablement la fréquence et l'incidence de ces maladies. «Fréquents dans notre pays, les mariages consanguins ne sont pas sans risques. Ces unions entre cousins ou descendants du même ancêtre favorisent l'apparition de maladies génétiques. Surtout pour celles dont la transmission se fait de manière autosomique récessive (c'est-à-dire que la maladie se transmet via deux gènes malades -celui de la mère et celui du père-)», a expliqué le spécialiste.

Le Pr. Mekki précise que plus de 25 % de ces pathologies trouvent leur origine dans les mariages consanguins.

Ces derniers engendrent, en effet, des îlots génétiques qui sont transmis à la naissance. D'où l'importance de la sensibilisation auprès du grand public, a-t-il souligné, pour éviter au maximum ces mariages.

Le praticien a tenu à souligner l'importance de distinguer une maladie rare d'une maladie orpheline, puisqu'une maladie orpheline est une maladie qui ne dispose pas de traitements spécifiques, comme la maladie d'Alzheimer, qui n'est pas rare, mais comme elle ne dispose pas de traitements spécifiques, elle est qualifiée ou définie comme telle.

La Directrice médicale de Pfizer Pharm Algérie, Dr Khalida Rahal, a, pour sa part, mis en avant l'engagement du laboratoire Pfizer dans la prise en charge des personnes atteintes de maladies rares aussi bien en Algérie qu'à travers le monde. «Parce que les défis restent immenses pour les patients atteints de ces maladies, chez Pfizer nous faisons avancer la recherche depuis plus de 30 ans pour apporter de nouveaux espoirs aux malades», a-t-elle déclaré.

Lynda Louifi

DR ABDELKADER BOURAS, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION «SHIFA», AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«Un plan national des maladies rares est une nécessité»

LE PRÉSIDENT de l'Association «Shifa» des Maladies Neuromusculaires (ASMNM) et coordinateur national de l'alliance algérienne contre les maladies rares a plaidé encore une fois, pour l'élaboration d'un plan national pour la prise en charge des maladies rares en Algérie. Ce plan permettra d'assurer, selon lui, notamment, le recensement et le diagnostic des cas. Le spécialiste a appelé, lors d'un entretien accordé au Jeune Indépendant, les autorités concernées à ramener les médicaments aux malades atteints de maladies rares, sinon de faciliter aux laboratoires ou les sociétés qui veulent les ramener.

Le Jeune Indépendant : ***Qu'est-ce qu'une maladie rare ?***

Dr Abdelkader Bouras : Une maladie rare est définie comme étant une maladie qui touche moins d'une personne sur 2000 personnes. À ce jour, entre 7000 et 8000 maladies rares sont recensées dans le monde dont 80% de cas sont d'origine génétique. Malheureusement, plus de 60% touche les enfants et seulement 4 ou 5% qui ont un traitement à travers le monde. En Algérie, certains spécialistes avancent le chiffre de deux millions de personnes qui sont atteintes de maladies rares, qui sont très complexes. Les pathologies les plus recensées dans notre pays sont celles du sang ainsi que les neuromusculaires, parmi ces maladies, on trouve : la Béta-thalacémie, la drépanocytose, l'amyotrophie spinale, la dystrophie musculaires… etc. Il y'a aussi les maladies lysosomales, comme la maladie de gaucher et de Fabry.

Globalement, quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans la prise en charge de ces maladies ?

L'association «Shifa» des maladies neuromusculaires (ASMNM) a ouvert le registre algérien des personnes atteintes de maladies rares. Parmi ses objectifs le recensement pour avoir un chiffre exact. Notre association a été créée dans le but d'atténuer les souffrances des patients. Les difficultés de ces derniers sont presque identiques, à savoir l'indisponibilité du diagnostic thérapeutiques, cherté et absence de médicament. Notre association organise des journées d'information et de sensibilisation. On fait aussi de l'accompagnement et on aide les malades pour certains médicaments et autres matériel paramédical. Notre association s'est lancée dans la formation, nous avons formé des kinésithérapeutes pour la prise en charge de ces malades, des psychologues et nous avons organisé des journées de formation continue pour les médecins.

Pensez-vous que l'Algérie qui enregistre encore un taux élevé des mariages consanguins, comptabilise davantage de cas de maladies rares ?

La consanguinité n'est pas seule la cause mais elle favorise l'apparition de ces maladies rares. Au niveau de notre association, on essaye de sensibiliser pour éviter ces mariages, parce que nous avons constaté que la majorité de ceux qui ont un enfant atteint de maladie rare, ce sont des couples qui ont un lien de parenté.

Quels sont les obstacles qui se dressent devant les personnes souffrant de maladies rares ?

Les personnes atteintes de ces maladies rares endurent de nombreuses contraintes en l'absence, notamment, d'un circuit thérapeutique correct. C'est un parcours de combattant que mènent ces derniers. Les principales difficultés auxquelles sont confrontés dans leur quotidien, sont d'ordre socio-économique, médical et même environnemental.

Ces patients font face également à la cherté du traitement. Les bilans de la myopathie de Duchenne, revenant à 350 000 DA sans être remboursés, tandis que les tests de la myopathie des ceintures (dystrophie des muscles) peuvent atteindre les 250 000 DA. Sans parler de la limite thérapeutique en direction de ces types de patients, notamment, l'absence de centres de référence et d'un laboratoire national de diagnostic génétique et moléculaire. Malheureusement, il existe une seule unité destinée aux maladies rares au CHU Mustapha Pacha. Cette unité, annexée au Laboratoire central de biologie, assure des tests génétiques pour 27 pathologies rares, au moment où l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dénombré pas moins de 8 000.

Vous recommandez aussi la mise en place d'un plan national des maladies rares. Quelles sont les missions de ce dispositif ?

Oui, nous appelons à la nécessité de mettre en place ce plan afin de prendre en charge tous les aspects de ce type de maladies, à commencer par le diagnostic prénatal, le diagnostic précoce, le recensement des cas existants… etc. Nous recommandons aussi la mise en place de centres de références spécialisés dédiés à ces pathologies.

Maintenant les recherches ont évolué, donc nous appelons à ramener certains médicaments qui existent et qui ne sont pas encore commercialisés dans le pays. Nous mettons l'accent également sur le manque de formation continue destiné au personnel soignant qui doit être spécialement formé pour pouvoir assurer une prise en charge de qualité.

Entretien réalisé par Lynda Louifi

HAUSSE DE L'INFERTILITÉ MASCULINE

Les spécialistes tirent la sonnette d'alarme

L'infertilité touche des millions de personnes en âge de procréer dans le monde. Si sur le plan social, le sujet de l'infertilité masculine reste un tabou, sur le plan médical et scientifique, il est un phénomène toujours sérieux et grave. La hausse du taux de cette «pathologie» dans la population algérienne inquiète les spécialistes. Plus de 15 % des couples consultent pour des difficultés à procréer et dans 60 % des cas, c'est l'homme qui est infertile.



Dans son intervention au 4e Congrès sur la biologie médicale, le Dr Fedala, spécialiste en endocrinologie au CHU de Mohamed Lamine Debaghine, à Bab El Oued a mis en avant les causes d'origine endocrinienne (hormonale) des infertilités masculines. Elle a fait savoir que l'infertilité touche des millions de personnes en âge de procréer dans le monde. «Chez l'homme, ses étiologies sont multiples, une obstruction de l'appareil reproducteur causant des dysfonctionnements de l'excrétion du liquide séminal, imputable à des lésions ou des infections des voies génitales, une incapacité des testicules à produire des spermatozoïdes en raison de varicocèles ou de traitement médicaux comme la chimiothérapie».

Elle a ajouté que «l'infertilité peut être causée par une anomalie de la fonction des spermatozoïdes et de leur qualité ou des facteurs environnementaux et liés au mode de vie, comme le tabagisme, la consommation excessive d'alcool et d'obésité».

Selon la cheffe d'équipe d'un laboratoire de recherche sur la génétique et les maladies métaboliques, «les troubles endocriniens constituent une autre cause importante d'infertilité», estimant qu'»ils doivent être reconnus précocement et traiter spécifiquement, car cela pourrait modifier le pronostic des patients».

Par ailleurs, selon le rapport présenté par Charlotte Dupont, docteur en pharmacie, spécialité biologie médicale, option biologie de la reproduction, «l'infertilité est une pathologie du système reproductif qui touche aujourd'hui plus d'homme que de femmes». Elle a ajouté que «les causes de l'infertilité masculine sont diverses et difficiles à classer, car parfois complexes et associés. Le taux d'hommes présentant des anomalies dans leurs spermogrammes (permet l'analyse quantitative et qualitative des spermatozoïdes) et le spermocytogramme (l'un des examens clefs de l'exploration de la fertilité masculine) est en augmentation».

Elle a précisé que «le diagnostic clinique porte sur de nombreux sujets liés à l'environnement, notamment en ce qui concerne l'alimentation, comme les hormones que l'on donne au poulet ou le surdosage de pesticide dans l'agriculture, sans oublier le retard de l'âge de mariage, l'influence de l'alcool, la drogue ou la cigarette.

Pr Farid Haddoum, chef de service néphrologie au CHU Mustapha Bacha a quant à lui mis en relief l'importance capitale de la biologie médicale dans le diagnostic de quelconque pathologie. Il a déclaré : «les données biologiques sont une source d'information sans équivalent», estimant «que des mesures devraient être prises pour faire face aux intervenants étrangers à cette profession, à savoir la biologie médicale, dont les pratiques faussent souvent le diagnostic». Selon lui, sans la biologie médicale, le médecin est «malvoyant», car les reins, les glandes endocrines, la moelle osseuse… ne sont pas accessibles à l'examen clinique. «La biologie devient la «loupe» qui va permettre au clinicien de comprendre, de suspecter de confirmer puis de traiter et surveiller ses patients» a-t-il expliqué. Et d'enchaîner «les maladies rénales, qu'elles soient, aigues ou chronique sont «sournoises»et silencieuses surtout à leurs débuts. C'est la biochimie sanguine et urinaire qui va les révéler. Ce qui était «invisible» devient évident, les relations sont faites avec un tableau clinique, tous les «morceaux du puzzle diagnostic» s'affichent, la «magie» va opérer. On enseigne à nos élèves, par devoir et par plaisir, cette subtile «sémiologie biochimique» qui révèle, explique, confirme et évalue le traitement».

Revenant sur les mesures préconisées pour faire face aux intervenants étrangers dans la biologie médicale, il a fait savoir que pour le court terme, en attendant que les autorités compétentes régularisent la profession et garantissent la sécurité des patients dans ce secteur très sensible, deux actions me paraissent salutaires.

D'après lui, le rôle du Conseil de l'ordre prend toute sa place morale et sa dimension éthique pour mettre fin des dérives souvent signalées. Les associations d'usagers se doivent également de réagir, d'agir et d'informer l'opinion publique à tous les niveaux. Les contributions des laboratoires d'analyses peuvent être utiles, les apports sont nombreux tant sur le plan de santé publique, de la découverte sanitaire dans les déserts biologiques, de la recherche médicale et au-delà par l'introduction de nouvelles techniques de diagnostic, sans oublier la création d'emploi. Les données numériques «emmagasinées» sont une source d'information médicale, sans équivalent, pour qu'elles soient exploitées.

Les données en leur possession peuvent nous renseigner sur la prévalence, par exemple, des bilans rénaux perturbés à l'échelle d'une région ou de toute l'Algérie à une période donnée.

Samia Acher

FORMATION PROFESSIONNELLE À TIPASA

Plus de 5 700 stagiaires rejoignent leurs ateliers

DES DIZAINES de milliers de nouveaux stagiaires, toutes branches, spécialités et modes confondues, inscrits pour la deuxième session de février 2023, de la formation et de l'enseignement professionnels, ont rejoint, cette semaine, les instituts et les centres relevant de ce secteur, à travers toutes les wilayas du pays.

Dans la wilaya de Tipaza, ce sont 5703 stagiaires qui ont rejoints les bancs et les ateliers de formation et de l'enseignement professionnels, répartis sur de nombreuses branches et spécialités, à travers tous les CFPA et les Instituts de formation professionnelle de la wilaya de Tipaza.

L'ouverture de cette nouvelle session de février 2023 s'est faite à partir du centre de formation et de l'apprentissage de la commune de Cherchell, en présence du wali de Tipaza M. Aboubaker Essedik- Bousseta, du président de l'APW, l'exécutif concerné et des autorités civiles et militaires de la wilaya.

Après avoir donné le top départ de l'ouverture de la session, et passer en revue tous les ateliers du centre de formation afin de constater de visu les spécialités enseignées, le premier responsable de l'exécutif de la wilaya de Tipaza, a longuement et avec une oreille très attentive, écouté les explications et les divers renseignements sur les différentes spécialités via l'équipe pédagogique ainsi que les stagiaires présents. Par ailleurs, le wali et sa délégation ont assisté à la signature de six (06) conventions de partenariats et d'apprentissage entre le CFPA de Cherchell et des entreprises dont : Saidal de Cherchell, ECOREP de Bouharoun, l'entreprise SIMO-DECO pour la fabrication des meubles, la Sarl SAMI pour l'entretien et la construction de petits bateaux, la Laiterie Essaha ainsi que la Sarl Auto Meklati.

Sur son intervention concernant cet événement, le wali de Tipaza Aboubeker Essedik Boucette, a estimé qu'aucun secteur ne peut réussir sans une jeunesse professionnellement qualifiée et une main – d'œuvre compétente, apte à relever le défi de l'heure.

T. Bouhamidi



ASSOCIATION ECHIFAA DE MÉDÉA

Visite de la chargée des affaires de l'ambassade du Japon

LA CHARGÉE des affaires générales à l'ambassade du Japon en Algérie Madame Kumiko Higuchi, s'est rendue, hier, au siège de l'Association Echifaa d'assistance aux malades de la colonne vertébrale et de la rééducation fonctionnelle à Médéa où elle a visité les différents services où sont traités les patients souffrant de pathologies fonctionnelles. La visite de la diplomate s'inscrit dans le cadre du «suivi de l'opération d'aide financière accordée à l'Association Echifaa pour l'acquisition d'équipements et d'appareillages nécessaires à la rééducation des malades souffrant de pathologies du dos et des membres et de réentrainement à l'effort», a-t-on déclaré. L'aide financière d'un montant de 47 778 euros a été débloquée par le gouvernement du Japon au profit de l'Association Echifaa, à l'issue de la signature d'une convention au cours d'une cérémonie qui a eu lieu en mars 2018 au siège de l'ambassade du Japon à Alger. Rappelons que l'aide financière est accordée par le gouvernement du Japon dans le cadre d'un «programme de financement des projets contribuant à la sécurité et au développement local», «elle est proposée par le gouvernement japonais appelé USANONE».

Le programme de financement du gouvernement du Japon inclut d'importantes actions lancées sous le slogan: «Semer des sourires dans le monde entier». Le programme est adossé à des opérations bénéficiant de «dons aux microprojets locaux contribuant à la sécurité humaine».

Pour sa part, le président de l'association, Mohamed Moussaoui, a fait état de l'utilisation du don qui, dira-t-il, a permis au centre de disposer d'un équipement ultramoderne tel que : échographe pour la prise en charge des hémaplégiques, des AVC, des atteintes nerveuses écho-guidées, etc.

Le président valorisera l'aide accordée à son Association grâce aux équipements acquis qui ont l'avantage de permettre de traiter rapidement les cas qui se présentent, de réaliser des gains de temps et rapidité en matière de pose de diagnostic, d'augmenter les nombres de séances de soins, etc.

Ayant à son actif près de 20 d'expérience dans le domaine de prise en charge et traitement des pathologies citées, l'Association Echifaa qui compte plus de 17.000 adhérents, s'apprête à élargir ses activités pour la prise en charge des malades atteints d'éléphantiasis dans un centre en cours de réalisation à Médéa dédié à cette pathologie connue pour être handicapante et qui est traitée dans des hôpitaux à l'étranger.

De Médéa, Nabil Bey

La guerre a créé une dynamique dans le partenariat stratégique sino-russe

Par M. K. Bhadrakumar



L'attente générale selon laquelle le premier anniversaire des opérations militaires spéciales de la Russie en Ukraine marquerait le début d'une grande offensive militaire a été démentie, à en croire les discours du président Vladimir Poutine et du président américain Joe Biden, séparés de quelques heures le 21 février à Moscou et à Varsovie.

Aucun des deux n'a rien dit de très original. Poutine s'est relâché vers la fin de son discours en lançant une bombe que la Russie suspend sa participation au traité New START, qui est son dernier pacte sur les armes nucléaires avec les États-Unis. Mais le ministère des Affaires étrangères à Moscou a depuis précisé que la Russie continuerait à respecter les termes du traité jusqu'en 2026.

Pour Biden, avec sa note en baisse au sein du Parti démocrate, le déclin constant du soutien de l'opinion publique à la guerre en Eurasie souligne que son récit sur la démocratie contre l'autocratie n'est pas pris au sérieux, même dans l'opinion américaine en dehors du cercle néoconservateur. Certes, Biden ne voudrait pas que l'enterrement du traité New START soit son héritage présidentiel.

Pour Poutine aussi, bien que sa cote de popularité époustouflante de 80% fasse de sa réélection en mars de l'année prochaine une certitude, s'il décide de briguer un autre mandat, il y a des pressions intérieures. Le public russe est politiquement érudit et les questions se poseront au fil du temps, compte tenu de la lenteur des opérations en Ukraine. Bien que l'économie russe ait bien résisté à l'assaut occidental, elle reste un amalgame d'économie de siège et d'économie de guerre. Poutine lui-même est profondément conscient de la nécessité d'apaiser les inquiétudes du public.

La stratégie russe a toujours été de « broyer » l'armée ukrainienne et de forcer Kiev à négocier, mais les États-Unis ne réalisent que maintenant qu'il s'agissait en réalité d'une guerre d'usure. Biden a annoncé un nouveau programme d'assistance militaire à l'Ukraine d'un montant de 460 millions de dollars, qui comprendra des munitions pour le système de lance-roquettes multiples HIMARS ainsi que des obus de 155 et 120 millimètres pour l'artillerie. Mais, de manière significative, il n'a fait aucune promesse concernant les missiles à longue portée ou les avions de combat – bien qu'il ait prédit que les prochains jours seront difficiles pour l'Ukraine et a promis que les États-Unis feraient tout le nécessaire pour que « la Russie paie un prix élevé ».

Pour citer Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, ce qui se déroule est « une guerre d'usure… une bataille de logistique ; par exemple, comment acheminer suffisamment de matériel – matériel, pièces de rechange, munitions, carburant – vers les lignes de front ». Mais il peut aussi muter puisque le bloc occidental est incapable de définir son objectif final en Ukraine.

Poutine a averti que les livraisons d'armes occidentales à Kiev entraîneraient des conséquences. « Plus la portée des systèmes occidentaux amenés en Ukraine est longue, plus nous nous éloignerons de nos frontières, nous serons obligés de repousser la menace », a-t-il déclaré. En clair, les forces russes pourraient créer une zone tampon dans la région à l'ouest du Dniepr. Poutine a appelé l'élite occidentale à se rendre compte qu'« il est impossible de vaincre la Russie sur le champ de bataille ».

C'est tout ce qu'ila dit de la trajectoire future des opérations spéciales. Certes, la Russie surveille de près le fait que le soutien à la guerre aux États-Unis diminue régulièrement et cela peut avoir un impact sur le calcul politique de Biden alors qu'une campagne électorale qui divise prend le relais. Bien sûr, l'administration Biden a obtenu des crédits autorisés substantiels lui permettant de maintenir les niveaux élevés de soutien à l'Ukraine pendant les 8 mois restants de l'exercice se terminant en octobre, et il ne fait aucun doute que les alliés occidentaux compléteront également.

Cela dit, Biden a dû se contenter d'un modeste roadshow avec les Neuf de Bucarest à Varsovie mardi, alors qu'un grand spectacle de Vieux Européens d'Europe occidentale descendant sur Kiev/Varsovie avec lui aurait été digne de l'occasion. Sans doute, il porte un certain message sur « l'unité occidentale ».

En effet, la décision de Poutine de jouer la carte New START arrive à point nommé. C'est une démonstration de « pouvoir intelligent » – la guerre par d'autres moyens. À l'extérieur, il s'agit d'une tentative agressive d'engager Washington diplomatiquement et, au minimum, de contraindre les États-Unis à faire preuve de retenue tout en alimentant la guerre. Le représentant permanent de la Russie auprès des organisations internationales à Vienne, Mikhail Ulyanov, a précisé mercredi que « la situation peut être » inversée « si les États-Unis font preuve de volonté politique et font des efforts honnêtes pour la désescalade générale et la création des conditions pour l'opération globale ». du nouveau START.

La sous-secrétaire d'État américaine aux affaires politiques, Victoria Nuland, a réagi jeudi dans une interview à Tass en disant que Washington est prêt à entamer des pourparlers avec la Russie sur le nouveau traité START « demain » si Moscou y est préparé. « Les États-Unis et Moscou ont la responsabilité envers le monde de maintenir notre arsenal nucléaire sûr et sécurisé, et nous devons faire notre travail », a-t-elle souligné.

Nuland n'est généralement pas à l'aise avec un tel idiome conciliant sur les questions concernant la Russie – et un dialogue avec une puissance qu'elle considère avec dédain comme une forme de vie inférieure dans la dynamique du pouvoir mondial. Cela ne fait que souligner le souci désespéré de Biden de sauver le traité New START dans les délais impartis.

En effet, il y a la dimension européenne. Les implications pour la sécurité européenne sont profondes, Poutine exigeant que les futurs pourparlers sur le contrôle des armements nucléaires incluent également le Royaume-Uni et la France. L'annonce de Poutine amène dramatiquement la menace nucléaire aux portes de l'Europe.

Le Royaume-Uni et la France accepteront-ils de soumettre leurs stocks d'armes nucléaires aux traités internationaux ? Les États-Unis ont abandonné l'INF (1987) sans tenir compte des préoccupations européennes. Et, maintenant, le traité New Start est en train de devenir une victime de la confrontation des États-Unis avec la Russie. Déjà, il y a un mécontentement qui mijote en Europe que les États-Unis aient été le seul bénéficiaire de la guerre en Ukraine. Ces sous-courants ne peuvent être ignorés.

Comment tout cela s'additionne-t-il ? L'avis d'expert est que d'ici mars, la formation sera terminée pour les nouvelles recrues russes suite à la mobilisation partielle des réservistes militaires en septembre. Ainsi, outre l'accent mis sur la « démilitarisation » des forces de Kiev dans le Donbass, les oblasts de Kharkov, Zaporozhya et Kherson sont également dans le collimateur russe. La dangereuse allusion on de Biden à la Moldavie mardi met Moscou sur ses gardes en ce qui concerne la frontière entre l'Ukraine et la Transnistrie – et rappelle que le contrôle d'Odessa est absolument vital.

En somme, l'administration Biden est dans un dilemme puisque les faits sur le terrain ne montrent aucun gain tangible pour sa décision de mener une guerre par procuration avec la Russie. L'Ukraine a perdu davantage de territoires suite à son abandon (sous la pression américaine) du projet d'accord négocié à Istanbul en mars. Quatre oblasts ukrainiens font désormais partie de la Fédération de Russie et il est peu probable que Moscou s'en sépare.

Biden ne sait que trop bien que l'Ukraine s'effondrera du jour au lendemain sans le soutien militaire et financier des États-Unis. La raison d'être d'une entreprise aussi coûteuse est discutable. Le stigmate de la défaite coulera également le régime actuel à Kiev.

Le plan occidental est donc de soutenir une autre « contre-offensive » ukrainienne pour faire quelques gains territoriaux. Mais les chances que Kiev récupère les territoires sous contrôle russe sont pratiquement nulles.

Pendant ce temps, la guerre a créé une dynamique dans le partenariat stratégique sino-russe.

Poutine a confirmé que Moscou attendait une visite du président chinois Xi Jinping après les sessions des plus hautes instances délibératives et législatives de Chine – la Conférence consultative politique du peuple chinois et l'Assemblée populaire nationale – qui débuteront à Pékin les 4 et 5 mars. En théorie, le lancement de toute offensive russe à grande échelle restera en suspens jusque-là.

Mondialisation.ca

OTAN

La Turquie reprend les négociations avec la Suède et la Finlande



Ankara a annoncé la reprise prochaine des négociations avec la Suède et la Finlande en vue de l'adhésion de ces deux pays à l'OTAN. Moscou a régulièrement mis en garde contre cet abandon de décennies de non-alignement par les deux pays nordiques.

Le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu a annoncé ce 27 février que les négociations entre la Turquie, la Suède et de la Finlande en vue de l'adhésion à l'Otan des deux pays nordiques reprendraient le 9 mars. Maintes fois dénoncé par Moscou, le scénario d'une adhésion marquerait une rupture des deux pays avec le non-alignement militaire pratiqué depuis plusieurs décennies. «La réunion se tiendra le 9 mars», a déclaré Mevlüt Cavusoglu lors d'une conférence de presse à Ankara, suggérant que cette rencontre pourrait avoir lieu à Bruxelles, où siège l'Alliance atlantique. La Turquie avait mis un coup d'arrêt fin janvier aux négociations en reportant une réunion tripartite, initialement prévue pour février, après plusieurs manifestations antiturques et opposées à l'islam à Stockholm. La décision en janvier des autorités suédoises d'autoriser une manifestation devant l'ambassade de Turquie à Stockholm, au cours de laquelle un Coran a été brûlé, avait en particulier provoqué l'ire d'Ankara. En visite mi-février dans la capitale turque, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg avait appelé à intégrer dès «maintenant» la Finlande et la Suède, dont les candidatures à l'Alliance atlantique sont bloquées depuis mai dernier par Ankara. Tout en reconnaissant certaines avancées dans les négociations, le chef de la diplomatie turque a toutefois estimé ce 27 février qu'«aucune mesure satisfaisante n'avait été prise par la Suède». «Sans ces avancées, il nous est impossible de dire «oui» à l'adhésion de la Suède à l'Otan», a déclaré Mevlüt Cavusoglu, qui s'exprimait aux côtés de son homologue hongrois Peter Szijjarto. La Turquie reproche entre autres à la Suède d'héberger des militants et des sympathisants kurdes qu'elle qualifie de «terroristes», notamment ceux du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le président turc Recep Tayyip Erdogan a suggéré début février que le Parlement turc pourrait ratifier l'adhésion de la Finlande sans celle, déposée conjointement, de la Suède. Les dirigeants des 30 pays membres de l'Otan ont pris la décision d'inviter la Suède et la Finlande à rejoindre l'Alliance lors d'un sommet à Madrid en juin dernier. Ces deux pays en avaient manifesté la volonté en marge de l'intervention militaire russe en Ukraine. 30 pays ont signé les protocoles d'adhésion et 28 les ont ratifiés. Seules la Turquie et la Hongrie n'ont pas encore ratifié leur accord, mais le Parlement hongrois doit se prononcer début mars. La Russie a de son côté fermement condamné ce nouvel élargissement programmé de l'Alliance atlantique et annoncé qu'elle prendrait toutes les mesures de réciprocité qu'elle jugera nécessaires pour défendre ses intérêts. **R. I.**

UKRAINE

Elon Musk qualifie Maïdan de coup d'Etat

LE MILLIARDAIRE et patron de Twitter Elon Musk a de nouveau évoqué l'Ukraine dans des tweets, estimant notamment que les événements de Maïdan en 2014 étaient «effectivement» un coup d'Etat. Régulièrement pris pour cible par ses détracteurs pour son projet de créer un Twitter où les opinions divergentes peuvent s'exprimer librement, Elon Musk a montré l'exemple une nouvelle fois en tenant des propos contraires au narratif des médias dominants. Répondant à un utilisateur partageant un article de 2014 intitulé «Pourquoi la crise ukrainienne est la faute de l'Ouest» écrit par un universitaire américain, le milliardaire y est allé de son commentaire. «Cette élection [du président Viktor Ianoukovytch] était sans doute douteuse, mais il ne fait aucun doute qu'il y a bien eu un coup d'Etat», a affirmé le milliardaire dans un tweet. Le président Viktor Ianoukovytch – qualifié par l'Occident de «pro-russe» – a été renversé en 2014 par le soulèvement du Maïdan activement appuyé par l'administration américaine. La relation entre le dirigeant ukrainien et l'Occident s'est fortement détériorée quand ce dernier a finalement repoussé un accord de libre échange avec l'Union européenne, déclarant préférer se tourner vers la Russie. Le mouvement de protestation qui en a suivi aura eu raison de son mandat. Ce coup d'Etat auquel ont pris part des groupes néonazis tels que Svoboda ou le Secteur droit (Pravyï sektor) a été suivi par l'arrivée au pouvoir de Petro Porochenko. Depuis lors et malgré des remaniements ainsi que l'élection de Volodymyr Zelensky en 2019, Kiev est restée engagée dans un conflit armé avec les deux républiques de Donetsk et de Lougansk, à majorité russophone, conflit qui, selon les chiffres de l'ONU, a causé plus de 10 000 morts en huit ans. Nuland, «le Fauci» du dossier ukrainien ? Elon Musk a par ailleurs approuvé les déclarations d'un commentateur, David Sacks, comparant la numéro trois de la diplomatie américaine Victoria Nuland sur la question ukrainienne à l'immunologue Anthony Fauci sur le Covid. «De la même manière que Fauci était censé nous protéger des virus et ensuite financer la recherche sur le gain de fonction, Victoria Nuland était censée être notre diplomate en chef vis-à-vis de la Russie et de l'Europe de l'Est et qu'a-t-elle fait à la place ? Elle a déclenché ce conflit. Comment ? Nous avons soutenu une insurrection en Ukraine en 2014», déclare le blogueur dans la vidéo. Victoria Nuland, qui par sa famille a des origines d'Europe de l'Est, a été très impliquée sur le dossier ukrainien depuis l'insurrection de Maïdan en 2013-2014. Les images de la membre de l'administration Biden distribuant des petits pains aux forces de l'ordre ainsi qu'aux manifestants europhiles à Kiev ont fait le tour du monde en décembre 2013. Depuis, elle s'est fait remarquer par ses propos très agressifs contre la Russie :«Je pense que Nord Stream 2 est maintenant mort [...] c'est un gros morceau de métal au fond de la mer, et je ne pense pas qu'il puisse être ressuscité», avait-elle notamment déclaré, lors d'une audition parlementaire en mars 2022. **R. I.**

SÉISMES EN TURQUIE ET EN SYRIE

Visite historique du chef de la diplomatie égyptienne

LES RELATIONS de l'Egypte avec la Turquie et la Syrie se réchauffent. Le ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Choukri se rendra dans ces deux pays avec lesquels Le Caire était en froid diplomatique depuis une décennie, indique dimanche son bureau. Cette visite « est un message de solidarité de l'Egypte avec ces deux pays frères après le tremblement de terre » du 6 février qui a fait près de 46.000 morts en Turquie et en Syrie, précise le communiqué du ministère.

Au lendemain de ce séisme, le président égyptien Abdel-Fattah al-Sissi avait appelé son homologue syrien Bachar al-Assad, une conversation inédite entre les deux chefs d'Etat. Abdel Fattah al-Sissi avait ensuite appelé le président turc Recep Tayyip Erdogan, son ancien grand ennemi avec lequel il avait échangé sa toute première poignée de main en novembre à la Coupe du monde au Qatar. Les chefs de diplomatie égyptienne et syrienne s'étaient eux aussi entretenus par téléphone.

Bachar al-Assad a été diplomatiquement isolé, notamment de la scène arabe - la Syrie est toujours suspendue à la Ligue arabe qui siège au Caire - depuis le début de la répression d'un soulèvement populaire né en 2011 qui a dégénéré en guerre civile. Mais depuis le séisme qui a dévasté la Syrie et la Turquie, des pays arabes ont repris contact et envoyé de l'aide à Damas, qui pourrait profiter du drame pour sortir de son isolement diplomatique, estiment les experts.

Dimanche, une délégation de chefs de parlements arabes a ainsi été accueillie par Bachar al-Assad. Parmi eux, se trouvait le président du Parlement égyptien Hanafy El-Gabaly, qualifié par la presse d'Etat égyptienne de « plus haut dirigeant égyptien reçu à Damas » depuis plus d'une décennie.

Les relations n'ont jamais été totalement rompues entre Le Caire et Damas et le plus haut responsable des services de sécurité syriens, le général Ali Mamlouk, avait même effectué en 2016 au Caire sa première visite rendue publique à l'étranger depuis le début de la guerre en Syrie en 2011. Avec la Turquie, les relations ne se sont réchauffées que très récemment alors que Le Caire et Ankara étaient en froid depuis l'arrivée au pouvoir de Abdel Fattah al-Sissi en 2013, après avoir renversé le président islamiste Mohamed Morsi, dont Ankara était un fervent soutien. **R. I.**

TIZI-OUZOU

Formation des chômeurs et partenariat économique dans les wilayas du centre

La formation des bénéficiaires de l'allocation chômage visant à augmenter leur chance d'accéder au marché de l'emploi et la signature de conventions de partenariat avec le secteur économique pour des stages pratiques en entreprise, ont marqué, hier, la rentrée professionnelle pour la session de février, à travers les wilayas du centre.



Dans le cadre de cette démarche, la direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP) de Chlef a réservé 3.110 postes pour cette même frange afin de leur permettre d'obtenir un diplôme et une qualification dans des diverses spécialités dont la couture, l'agriculture, les travaux publics, le textile et l'artisanat traditionnel. En septembre dernier, 2.412 chômeurs ont été formés dans les mêmes spécialités, alors que 716 sont en fin de formation.

La DFEP de Médéa a réservé 2.170 places pédagogiques aux bénéficiaires de la prime d'allocation chômage pour suivre une formation dans différentes spécialités.

Les bénéficiaires de l'allocation chômage concernés par la formation à Tizi-Ouzou, sont au nombre de 5.207. Dans cette wilaya, des conventions ont été signée entre la DFEP et des entreprises économiques et autres organismes dont la chambre de l'agriculture pour la préservation des métiers de l'agriculture et l'entreprise publique Cosider-construction. Le centre de Timizart a signé une convention avec l'association « Erifq Bi El Yatim » pour la formation des femmes au foyer notamment en fabrication du savon artisanal et une autre avec l'entreprise « Achili » pour développer les métiers liés à la transformation du lait.

Dans la wilaya de Ain Defla, la DFEP a marqué la rentrée par la signature de conventions avec l'entreprise industrielle de matériel sanitaire de Miliana et l'entreprise des travaux de bâtiment tous corps d'Etat « Achouri Toufik » de Khemis Miliana. Elles portent sur le recensement des besoins des deux entreprises en matière de formation par apprentissage, la validation des compétences acquises par l'expérience et l'organisation des stages de fin d'étude pour les stagiaires. Une convention a été, par ailleurs, signée entre la même direction et le comité de wilaya du Croissant rouge algérien, visant à encourager les jeunes au bénévolat et à l'action humanitaire. A Djelfa, 2.510 bénéficiaires de l'allocation chômage ont fait leur rentrée ce dimanche pour suivre de formations dans différentes spécialités alors que 3.280 ont été concernés par la formation lors de la session précédente.

A Boumerdes, 6.125 nouveaux inscrits ont fait leur rentrée. Une nouvelle spécialité pour la formation, en six mois, d'employés de stations de dessalement d'eau de mer a été ouverte au centre de formation d'Ouled Moussa avec une offre de 50 postes pédagogiques, afin de répondre aux besoins de la station de dessalement de Corso.

De son côté la direction de la formation professionnelle de Tipasa a signé des conventions avec des entreprises économiques activant dans les domaines de la construction et de la réparation navale, l'industrie pharmaceutique, l'ébénisterie, la production laitière et dérivés et mécanique-auto. Une de ces conventions a été passée avec l'unité de Cherchell du Groupe pharmaceutique Saïdal pour prendre en stage pratique 20 stagiaires.

A Blida, 1.925 places pédagogiques ont été réservées, à l'occasion, au profit des bénéficiaires de l'allocation chômage. En outre 460 bénéficiaires de l'allocation ont déjà été formés alors que 665 stagiaires sont en fin de formation.

Dans la wilaya de Bouira, la DFEP a réservé 2.170 postes pédagogiques pour la formation des bénéficiaires de l'allocation chômage dans 30 spécialités. La rentrée de cette session de février a concerné 3.694 nouveaux inscrits.

R.R

TINDOUF

Le rôle des zaouïas dans la consolidation de la cohésion sociale

LA CONTRIBUTION des zaouïas (confréries) dans la consolidation des valeurs spirituelles, de la cohésion sociale et la préservation de l'identité nationale a été soulignée, avant-hier, à Tindouf, par les participants à une rencontre sur « le rôle des zaouïas dans la diplomatie spirituelle, la Tidjania comme modèle ».

Les intervenants, enseignants et chercheurs universitaires issus de différentes régions du pays, ont mis en avant les missions et tâches des zaouïas dans le renforcement des valeurs spirituelles dans la société et leur contribution dans la cohésion sociale, la préservation de l'identité nationale et la défense de l'unité territoriale.

L'universitaire Habib Menassi, de l'université de Sidi Bel-Abbès, a, dans sa communication intitulée « Le rôle des confréries dans la préservation de l'identité et la culture algériennes », évoqué les missions des zaouïas dans la défense de l'histoire nationale en se basant sur les écrits des étrangers et voyageurs sur les systèmes pédagogiques de ces zaouïas et leurs rôles dans le rayonnement scientifique parmi la population.

Le conférencier a cité, à titre illustratif, quelques titres d'ouvrages et manuscrits du 19ème siècle évoquant les confréries soufies en Algérie, leur localisation, ères et Chouyoukh. De son côté, Habib Brik-Allah, du centre universitaire de Tindouf, a explicité le rôle des confréries soufies dans l'unification des rangs de la Nation arabe et musulmane, indiquant qu'elles étaient de véritables « centres de rayonnement scientifique et culturel ».

Cette rencontre, a-t-il ajouté, est « un message pour signifier aussi que les zaouïa n'étaient pas seulement des institutions éducatives et sociales, mais aussi un incubateur de toutes les composantes de la société algérienne sous le référent religieux malékite ».

Il a également évoqué les premiers pas de l'implantation, fin du 19ème siècle, de la Tariqa Tidjania dans la région de Tindouf, par la création d'une zaouïa scientifique qui a énormément contribué à la propagation de la science et de la culture spirituelle et à la l'unification des tribus de la région. Pour sa part, l'historien mauritanien Mohamed Salem Cherif, invité de la fête locale « Djaken El-Abar », s'est félicité de l'organisation de pareille rencontre, qui « contribue à resserrer les rangs de la nation et unifier la parole dans l'intérêt général ».

Cette rencontre qui a eu pour cadre le centre universitaire de Tindouf Ali Kafi, s'imbrique au titre du programme de la 8ème édition du Moussem « Djaken El-Abar » pour la culture et le patrimoine.

R.R

FINANCE ISLAMIQUE À ORAN

Ouverture d'une nouvelle agence BNA

LA BANQUE nationale d'Algérie (BNA) a ouvert, hier, à Oran, une nouvelle agence dédiée exclusivement aux services de la finance islamique.

A ce titre, la cérémonie d'ouverture a été présidée par le DG de la BNA, Mohamed Lamine Lebbou, et le président du Haut conseil islamique (HCI), Bouabdallah Ghoulamallah, qui participe, à Oran, aux travaux de la conférence internationale intitulée « Civisme, conscience, action et coexistence » organisée par le HCI.

M.Lebbou a affirmé, dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie d'inauguration, que la BNA compte actuellement 7 agences dédiées à la finance islamique. Il a ajouté que les efforts se poursuivront pour ouvrir d'autres agences dans différentes régions du pays, avec l'objectif d'atteindre 10 agences à la fin du premier semestre de l'année 2023, et 12 à 14 agences à la fin de l'année.

Cette opération rentre dans le cadre du programme d'extension des activités de la finance islamique que la banque a adoptée dans le cadre de sa politique visant à drainer les clients qui préfèrent recourir aux services de la finance islamique, a-t-il expliqué.

Le DG de la BNA a souligné que la finance islamique reflète l'expansion des produits bancaires dans le cadre du renouvellement du système bancaire national, qui continue de s'étendre et de se renouveler à travers de nouveaux outils.

Il a également estimé que la finance islamique contribue à attirer la masse monétaire présente sur le marché parallèle.

R.R

AMÉLIORATION DE LA SITUATION DES ARTISTES

L'ONDA a du pain sur la planche

L'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA) doit désormais répondre aux exigences de la ministre de la culture et des arts Soraya Mouloudji, qui lui a donné de nouvelles instructions « stricts » pour accommoder une nouvelle stratégie et définir les priorités et les dossiers à traiter dans les brefs délais, et cela dans le but d'améliorer la situation des artistes et des auteurs algériens, précise ministère dans un communiqué publié sur leur page officielle.



Lors d'une séance de travail avec des responsables de l'ONDA, la ministre de la culture a souligné « la nécessité de recourir à la numérisation de toutes les relations de l'ONDA avec son environnement interne et externe afin de rapprocher l'administration du citoyen, et ce en application des instructions du président de la République Abdelmadjid Tebboune ».

La réunion qui a porté sur plusieurs points, s'est conclue par une série de mesures et de recommandations. La ministre a appelé l'ONDA à « faciliter les opérations avec les membres et d'éviter la bureaucratie à travers l'activation de la déclaration électronique ». Car selon elle : « en créant un modèle étatique efficace grâce à la transformation numérique, permet à l'ONDA de devenir un chef de file dans la gestion collective et la gestion du droit d'auteur et des droits voisins ».

La ministre exige également la création d'une confédération africaine des droits d'auteur regroupant les différents organes du continent, la création de portails de l'ONDA avec la communauté nationale à l'étranger et l'étude de faisabilité de la création d'un centre médico-social au profit des membres adhérents ont été proposées lors de cette rencontre.

La même source annonce aussi la création d'une nouvelle direction dans le sud du pays et d'une académie algérienne des droits d'auteur, l'introduction du bureau régional de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en Algérie en tant que partenaire exceptionnel et le lancement d'une étude prospective régionale pour déterminer de nouvelles sources de recouvrement.

Il est également nécessaire de mettre en place un plan d'action intégré reposant sur les données des autorités locales et du Centre national du registre du commerce (CNRC), pour augmenter les recettes de l'Office, outre le lancement de campagnes de sensibilisation au profit des exploitants publics sur l'importance de leur contribution au respect des droits d'auteur et droits voisins.

Les deux parties ont aussi réfléchi à de nouvelles sources de financement à travers la mise en place de mécanismes et de procédures qui obligent les exploitants à honorer leurs engagements. la mise en place d'un programme numérique pour le suivi de l'usage des œuvres et ouvrages, outre la mise en place d'une liste d'experts algériens dans le domaine des droits d'auteur en les proposant en tant que formateurs au niveau de la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (Cisac), de l'OMPI et des organisations des droits d'auteur dans les pays amis de l'Algérie.

Parmi les autres suggestions, le lancement de campagnes de sensibilisation au profit des utilisateurs publics sur l'importance de leurs contributions au respect du droit d'auteur et des droits voisins. L'ONDA doit ainsi revoir la répartition de ses réseaux à travers le pays et créer de nouvelles structures mobiles d'information, de collecte et d'inscriptions.

L'Office doit assurer sa présence à travers les universités (notamment les facultés des Sciences juridiques et Administratives), et cela suite à la convention conclue entre le Ministère de la Culture et des Arts et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Le ministère oblige ainsi, l'ONDA à soumettre des rapports sur son statut dans toutes les wilayas, afin d'aider le ministère à mettre en œuvre des stratégies de politique culturelle et sociale.

Meriem Djouder

JOURNÉES NATIONALES DU THÉÂTRE « LE PALMIER D'OR »

Le programme de la 11e édition dévoilé

LA 11E ÉDITION des Journées Nationales du Théâtre « le Palmier d'Or », qui s'étalera du 09 au 12 mars prochain à Adrar, a dévoilé les pièces en lice ainsi que le riche programme concocté pour cette occasion, indique un communiqué des organisateurs.

Organisées par l'Association Culturelle pour les Arts Dramatiques, la nouvelle édition qui porte le nom du défunt Abdelkader Boumardjene, l'ancien directeur de la culture et des arts de la wilaya d'Adrar décédé le mois de janvier dernier, verra la participation six pièces, qui concourent pour le prix le Palmier d'Or. Il s'agit de «Mania» mise en scène par Benhadid Dris et produite par l'association «Ennoussour» de Tindouf, «Numéro Zéro» de l'Association Fikrat Amal d'El-Bayadh, « El Ins wa Niya » de l'association Djil Fen d'Oran, « Djafaf » «(Sécheresse) de l'Association Espoir Culturel d'Adrar, « El Djathoum » (Le spectre de la nuit) du Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) et enfin la pièce «El Flouka « de l'association Es-Sarkha de Skikda.

Une belle palette d'activités panachées a été établie par l'association régionale des arts dramatiques «forsane elrakh», à l'exemple de plusieurs représentations théâtrale en hors compétition, au profit de diverses communes et daïras des zones d'ombres mais aussi pour les résidences universitaires d'Adrar. Il y'aura au menu le spectacle « Zafrane » (Safran) de l'Association Culturelle Clowns Sans Frontières d'Adrar, les monodrames « Tayoucha » de Nesrine Belhadj, et « Nouara » de Wahiba Baâli.

Les journées abriteront également un programme spécial enfants, qui comprend des représentations théâtrales et diverses activités de divertissement durant les quatre jours de l'événement, à l'instar de l'association culturelle El-Machaal de Sidi Bel abbes, qui présentera des tours de magies, des spectacles de marionnettes et de clown.

Le responsable de cette manifestation a annoncé également, l'organisation d'une série d'ateliers de formation en marge des journées nationales du théâtre au profit des jeunes amateurs de la région, dans plusieurs spécialités théâtrales. Il yaura un atelier de mise en scène dirigé par Okbaoui Cheikh, un atelier de chorégraphie animé par Youcef Meftah, l'écriture dramatique pour enfants par Abdelkader Belkeroui, et un autre atelier sur l'art de la marionnette encadré par Slimane Hourou.

Les organisateurs prévoient également des conférences, des rencontres intellectuelles et des assises artistiques dans le but d'échanger des expériences entre les participants et les invités du 4e art. Il yaura à titre d'exemple une conférence sur le rôle des médias culturels dans le renforcement de l'identité nationale animé par la journaliste et écrivaine Warda Zerguine et la poétesse Aïcha Bouiba.

Le jury de cette 11e édition sera composé de l'actrice Nidal El Djazaïri, Mhamed Hadj Messaoud (Tiaret), Hocine Mahmoud Kinani, Abdelkader Azouz (Tamanrasset) et Adlane Mohamed Bakhouch (Constantine).

Meriem Djouder

CCA PARIS

«Littérature au féminin» en débat

A L'OCCASION de la Journée Internationale des Droits de la Femme, le Centre culturel algérien à Paris organise ce 9 mars Rencontre débat autour du thème Littérature au féminin, avec la participation de Lamia Bereksi Meddahi, universitaire, écrivaine et chroniqueuse littéraire, Chafika Berber, écrivaine, Malika Chitour Daoudi, écrivaine et poétesse.

Lors de cette rencontre, des écrivaines et des poétesses qui savent manier le verbe et « châtier » le vers, témoignent de leur expérience forgée justement par leur talent et leur persévérance. « L'écriture est pour moi un moyen de rendre compte de ce qu'on voit, ce qu'on entend pour servir les générations à venir. Elle est la concrétisation de ce qui nourrit l'imagination », confie à cette occasion Lamia Bereksi Meddahi, auteure de plusieurs ouvrages dont La famille disséminée, un roman édité en 2008,

Romancière et poétesse, Malika Chitour Daoudi est née à Alger, où elle a fait toutes ses études, entourée de sa famille et de livres. Pour le journaliste Aomar Khennour, La Kafrado est « est beaucoup plus un symbole qu'un nom propre ou ordinaire. C'est le symbole de l'amitié, de l'empathie et de l'amour entre des personnes si différentes et que le sort a réuni pour un nouveau départ. »

Médecin, spécialiste en médecine physique et de réadaptation, Chafika Berber revient, après une vie professionnelle bien remplie, à ses « premières amours » en publiant mon premier roman Une soirée au Hammam.

M. D.

NASSER AL-KHELAÏFI APRÈS LA VICTOIRE DU PSG SUR L'OM :

«Toujours confiance en mon coach»

APRÈS LA victoire parisienne à Marseille, Nasser Al-Khelaïfi a pris la parole pour soutenir Christophe Galtier.

« Que pensez-vous de cette victoire ?

C'était un grand match. Ce soir, on a vu un grand PSG. J'ai toujours eu confiance en mes joueurs et en mon coach. On a joué contre un grand Olympique de Marseille, mais ce qu'il faut retenir, c'est qu'on a vu le vrai visage du PSG. Ce soir il y a des choses positives : on a gagné contre l'OM, on a 8 points d'avance au classement. C'était très important de s'imposer. Les joueurs ont été très agressifs. C'est une bonne préparation pour le match prochain contre Nantes et en vue de la Ligue des champions.

Et de Mbappé ?

Kylian (Mbappé) aussi a réalisé un grand match. Il a égalisé le record d'Edinson Cavani, mais l'équipe a vraiment fait quelque chose de positif aujourd'hui. Nous sommes un peu tristes pour notre défenseur Presnel Kimpembe. Je pense qu'il souffre d'une rupture du tendon. On a une pensée pour lui et ce match est aussi pour lui. Est-ce une fierté pour vous de voir

Mbappé égaler le record de Cavani ?

Oui, bien sûr. Il était très proche de battre le record mais je suis sûr qu'au match prochain, il va le battre. C'est un grand joueur. Je suis très fier de lui et fier qu'il soit au PSG.

Le club traverse une passe compliquée depuis le début de l'année. Est-ce que Christophe Galtier doit se qualifier en

Ligue des champions pour continuer ?

Non. Comme je l'ai dit, j'ai toujours confiance en mon coach parce que je sais ce qu'il peut donner. Ça a été compliqué après la Coupe du monde pour tout le monde. Et spécialement pour nous car nous avions beaucoup de joueurs concernés par cette compétition. Mais ce n'est pas une excuse. Maintenant, on a retrouvé notre position.

Ce match vous redonne-t-il confiance avant le retour à Munich ?

Toujours confiance, spécialement pour ce match. Je veux donner beaucoup de confiance aux joueurs aussi, pour tout le monde, et vous aussi les médias. Comme ça, vous parlez de manière un peu plus positive de nous. »

POUR VENIR AU PSG

Zidane réclame un départ colossal

LIBRE de tout contrat, Zinédine Zidane demeure le rêve de l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad Al Thani. Mais pour que l'arrivée du technicien française devienne une réalité, le PSG va devoir se séparer de Luis Campos. Le champion du monde 1998 n'aurait pas l'intention de travailler avec le conseiller sportif du club parisien, déjà sur la sellette. Comme annoncé par le 10Sport.com, l'avenir de Christophe Galtier au PSG pourrait s'assombrir en cas d'élimination par le Bayern Munich le 8 mars prochain. En coulisses, les dirigeants parisiens s'interrogent déjà sur l'identité de son remplaçant.

L'ÉMIR DU QATAR VOUDRAIT MISER SUR ZIDANE

Selon les informations de Foot Mercato, Nasser Al-Khelaïfi voudrait boucler le retour de Thomas Tuchel, libre depuis son départ de Chelsea en septembre dernier. Mais impliqué dans la vie de son club, l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad Al Thani, rêverait toujours de Zinédine Zidane.

ZIDANE NE VOUDRAIT PAS TRAVAILLER AVEC CAMPOS

Mais avant d'espérer accueillir Zinédine Zidane, le PSG va devoir se séparer de Luis Campos. A en croire Foot Mercato, le champion du monde 1998 ne voudrait pas travailler avec le Portugais, chargé du secteur sportif. Hasard ou pas, le média annonce que Campos n'aurait que très peu de chances de rester l'année prochaine.

LE SERBE S'EST EMPARÉ DE LA PLACE DE NUMÉRO UN MONDIAL

L'improbable aveu de Djokovic sur Nadal

Vainqueur de son 22ème Grand Chelem en carrière, Novak Djokovic semble être sur une autre planète en ce début d'année 2023. Le Serbe espère pouvoir continuer sur sa lancée sur dur avant de, pourquoi pas, aller chercher un nouveau titre à Roland-Garros en juin. En attendant, Djokovic a souhaité laisser un beau message à Roger Federer, mais surtout à Rafael Nadal.



Vainqueur à l'Open d'Australie en janvier dernier, Novak Djokovic entame cette semaine, l'ATP 500 de Dubaï. Le Serbe, qui s'est emparé avec son titre à Melbourne, de la place de numéro un mondial, compte bien s'adjuger un 94ème titre en carrière. Alors qu'il affrontera lors du premier tour du tournoi, un joueur issu des qualifications, Novak Djokovic s'est livré en conférence de presse sur sa rivalité à la fois avec Roger Federer, mais surtout avec Rafael Nadal, qu'il respecte tout autant.

DJOKOVIC A BEAUCOUP « APPRIS » DE SA RIVALITÉ AVEC NADAL

Présent lors de la traditionnelle conférence de presse d'avant tournoi, Novak Djokovic s'est exprimé et a répondu aux questions concernant l'héritage que le Serbe aimerait laisser dans le tennis. Ce dernier déclare : « Je suis conscient d'être dans la dernière ligne droite de ma carrière, mais je pense que j'ai l'avantage d'avoir beaucoup appris de mes collègues du Big 3. J'ai regardé comment Federer a géré sa longue carrière et j'ai été inspiré par Nadal et sa façon de ne jamais abandonner ». Pas aussi cordiale que la relation entre Nadal et Federer, la rivalité entre Novak Djokovic et l'Espagnol aura pourtant été l'une des plus marquantes de l'histoire du sport moderne.

DJOKOVIC VEUT LAISSER UNE BONNE IMAGE AU MONDE DU TENNIS

Le Serbe, qui déclarait récemment vouloir affronter Rafael Nadal en finale de Roland-Garros poursuit : « J'aimerais que les gens se souviennent toujours de moi pour mon dévouement au tennis et à ce sport, pour quelqu'un qui a constamment cherché des moyens d'évoluer, d'être meilleur chaque jour et de s'améliorer lui-même ».

GRÂCE À UN GRAND KYLIAN MBAPPÉ

Le PSG se balade à Marseille et s'offre le Classique

C'ÉTAIT la saint-Kylian ! Absent lors du premier classique, Kylian Mbappé cristallisait toute l'attention avec cette rencontre, et l'attente n'a pas été vaine. Après un début de match à l'avantage des Marseillais, qui n'ont cependant pas réussi à se montrer réellement dangereux, les Phocéens ont été pris de vitesse sur la première réelle offensive parisienne. Sur une relance rapide, Lionel Messi a parfaitement servi le numéro 7 du PSG qui, plus rapide Bailly, s'est présenté seul face à Pau Lopez pour fusiller l'Espagnol et débloquer le match (25e, 1-0). Menés, les hommes d'Igor Tudor ont commencé à se découvrir, et n'ont pas tardé à être à nouveau sanctionnés. Sur une nouvelle accélération de Mbappé, le Français a cette fois joué la finesse en délivrant une sublime passe décisive pour l'Argentin, démarqué au second poteau, qui a pu conclure dans le but vide (29e, 2-0). La bande à Christophe Galtier avait fait le plus dur à la pause, mais allait quand même appuyer au retour des vestiaires. Sur un subtil ballon piqué de Messi, Mbappé, toujours lui, n'a pas hésité à reprendre de volée su gauche, sans contrôle, pour tromper à nouveau Lopez et faire taire le Vélodrome (55e, 3-0). Paris avait fait le plus dur et allait ensuite gérer, se reposant notamment sur un grand Donnarumma auteur de deux arrêts monstrueux sur Sanchez et Vitinha. Le PSG s'impose 3-0 et reprend huit points d'avance sur l'OM, se rapprochant grandement du titre. Au passage, Kylian Mbappé rejoint Edinson Cavani à la première place des buteurs de l'histoire du PSG avec... 200 buts.

BATTUE PAR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

L'Argentine ne jouera pas la Coupe du monde

COUP DE tonnerre dans les éliminatoires de la Coupe du monde : l'Argentine, finaliste il y a quatre ans, a été surprise par la République dominicaine (79-75) dimanche, et ne prendra pas part au grand rendez-vous mondial en août prochain. L'Argentine ne disputera pas la prochaine Coupe du monde (organisée par le Japon, les Philippines et l'Indonésie du 25 août au 10 septembre prochains). Dimanche à domicile, à Mar del Plata, la sélection sud-américaine a été battue par la République dominicaine (79-75), équipe certes présente aux deux dernières éditions du Mondial, mais sans y avoir joué les premiers rôles. Pour la première fois depuis 1982, l'Argentine va manquer la Coupe du monde. C'est une nation majeure du basket qui sera absente du rendez-vous mondial dans six mois. Les Argentins avaient été finalistes en 2002 et 2019 et demi-finalistes en 2006. Sans oublier que durant cette période, ils avaient également été champions olympiques (en 2004), médaillés de bronze quatre ans plus tard et quatrièmes en 2012. La sélection argentine a sans doute été victime des fenêtres internationales, qui ne lui ont pas permis d'aligner ses joueurs de NBA et d'Euroligue. La Slovénie, championne d'Europe 2019, était tombée dans le même piège, il y a quatre ans, et n'avait pas joué la Coupe du monde. Dimanche, le Nigéria, qui a disputé les trois derniers JO, est également passé à la trappe. Dans la zone Amérique, le Brésil a décroché sa qualification, en battant les Etats-Unis (83-76), qui avaient déjà leur billet pour la Coupe du monde et qui ont disputé les éliminatoires sans aucune star NBA. 31 des 32 équipes qui joueront le Mondial sont connues. La dernière qualifiée sera la Serbie ou la Belgique, qui s'affronteront à distance lundi (les Serbes joueront contre la Grande-Bretagne et les Belges face à la Turquie).

COUPE DE LA CAF

USM Alger 2 Marumo Gallants 0 : Les Rouge et Noir a pas surs

Un but par mi-temps, le premier signé Meziane juste avant la pause-citrons, le second par Belaid en toute fin de rencontre et le match est plié. C'est les portes des Quarts qui s'ouvrent. Grandement

Par Azouaou Aghiles



Difficile de demander plus dans ce genre de rencontres ou la victoire est impérative, le moindre point perdu se payant cash. Les supporters usmistes qui ont fait le déplacement du 5 juillet par cette soirée pluvieuse et surtout froide, voulaient la victoire, seulement la victoire devant le leader du groupe A. Deux réalisations venues a des moments clefs ou il ne fallait surtout pas baisser le garde sous peine de mauvaises surprises. Qui permettent, mieux encore en plus d'un capital confiance en nette hausse de déloger, au passage, leurs adversaires du jour du fauteuil avant d4entamer la seconde phase avec sérénité. Un grand pas de franchi avant les quarts d'une épreuve continentale qui fait plus que jamais rêver du côté de Soustara. A seulement trois petits points pour valider le ticket qualificatif, le duo de buteur du soir, Meziane-Belaid, sauront faire le nécessaire a l'occasion de la prochaine réception de la formation libyenne d.El Akhdar de Benghazi qu'il faudra bien sûr bien préparer sans trop se soucier des autres équipes, dont les Sud-Africains qui les accueilleront avec un certain esprit de revanche, l'enjeu n'étant rien moins la première place qui leur évitera notamment un tirage compliqué. En disposant d'un vis-à-vis sud-africain qui leur posera bien des problèmes avant de trouver par deux fois la faille, les Usmistes ont montré qu'ils savaient se montrer patients en construisant leur succès sans trop se précipiter malgré cette envie d'en finir au plus vite. 38 minutes de patience lors d'un premier half bien maitrisé et une domination conclue par ce but de Meziane qui débloque la situation au bon moment justement, qui leur permettra de mieux apprécier le retour aux vestiaires à la pause avec un petit mais précieux avantage au tableau d'affichage.

Devant des Gallants qui vont tenter de donner de donner du rythme a la rencontre sans pour autant se montrer incisifs en dépit de plusieurs changements opérés sur le plan offensif mais sans danger notable pour le portier Benbot qui passera une soirée plutôt tranquille, les hommes de Benchikha ont pu garder la main avant d'aller porter l'estocade dans les derniers souffles de la partie grâce au capitaine Belaid, ce dernier ne se faisant pas, d'un heading imparable, pour doubler la mise et mettre définitivement a l'abri son équipe suite à un coup-franc idéalement exécuté par son compère Redouani. Avec désormais sept unités au compteur et le statut de leader, les Unionistes algérois peuvent voir venir, le ticket gagnant étant presque assuré. Au sein des fans rouge et noir, on y croit et on compte sur leurs favoris pour finir le boulot et aller au bout d'un rêve qui prend forme et se rapproche à grands pas même si le plus dur reste à faire . . .

A.A

APRÈS LA DÉFAITE FACE AL MERRIKH :

Le coach du CRB, Nabil Kouki « Nous sommes toujours en vie »

L'ENTRAÎNEUR TUNISIEN du CR Belouizdad, Nabil Kouki, a assuré vendredi soir que son équipe « est toujours en course » pour une qualification en quarts de finale de la Ligue des champions africaine de football, malgré une défaite (1-0) contre Al Merrikh du Soudan, concédée un peu plus tôt dans l'après-midi à Benghazi (Libye), pour le compte de la troisième journée de la phase de poules, Groupe D. « Nous ne sommes pas encore morts. Nos chances de qualifications sont toujours intactes. Il nous reste trois matchs dans cette phase de poules, dont deux à domicile. Nous allons faire le maximum pour remporter ces deux duels, en essayant de bien négocier le troisième, qui se jouera en Tunisie. Si c'est le cas, nous passerons en quarts sans le moindre problème » a assuré le coach belouizdadi en conférence d'après-match. Revenant sur la défaite de son équipe face à Al Merrikh, Kouki a commencé par souligner « le manque d'efficacité offensive », qui selon lui a joué un « rôle important » dans cet échec. « On s'est procurés deux ou trois belles occasions en première mi-temps, puis deux ou trois autres en deuxième période, mais sans parvenir à les concrétiser. Un luxe qu'on ne peut pas se permettre, surtout à ce niveau. Cela nous avait porté préjudice lors de la précédente défaite contre l'ES Tunis et cela s'est répété encore une fois ce vendredi » a-t-il regretté. « Je pense aussi que le CRB a été privé de deux penalties contre Al Merrikh, dont un qui était flagrant. Ce qui est vraiment dommage, car cela aurait pu changer la physionomie de la rencontre » a-t-il estimé. Le Chabab s'est incliné au stade de Benghazi (Libye), sur un but du Brésilien Paulo Sergio, inscrit sur penalty à la 32e minute de jeu. Un revers lourd de conséquences pour la formation algéroise, qui rétrograde à la troisième place du Groupe (D) avec trois points. Soit à une longueur de son adversaire du jour, Al Merrikh, désormais deuxième avec quatre points. De son côté, l'Espérance de Tunis est toujours leader, avec six points, tout en ayant un match en moins, car n'ayant pas encore affronté le Zamalek d'Egypte pour le compte de cette troisième journée. Lors de la quatrième journée, prévue les 7-8 mars prochain, le CRB accueillera Al Merrikh, alors que l'ES Tunis sera en déplacement chez le Zamalek.

LIGUE 2 :

L'O Médéa débouté dans l'affaire des réserves contre l'ES Mostaganem

L'OLYMPIQUE de Médéa a été débouté dans l'affaire des réserves formulées à l'encontre l'Espérance de Mostaganem, contre laquelle il s'était incliné (3-1) le 17 février courant pour le compte de la 18e journée de Ligue 2, Groupe Centre-ouest, a annoncé ce dimanche la Commission de discipline de la Ligue Nationale de Football Amateur (CD/LNFA). « L'Olympique de Médéa avait formulé des réserves sur la feuille de match à l'encontre d'un joueur de l'ES Mostaganem, mais il ne les a pas confirmées dans les délais réglementaires, alors qu'il était tenu de le faire. Etant donné que cela n'a pas été le cas, l'affaire est classée sans suite », a indiqué la Commission de discipline dans un communiqué, diffusé sur le site officiel de la LNFA. L'Olympique de Médéa, actuel 11e au classement général de son groupe avec 20 points s'est vu infliger également une amende de 50.000 DA, pour avoir formulé des réserves infondées. De son côté, l'ES Mostaganem est deuxième avec 40 points, ex-aequo avec l'ES Ben Aknoun, qui se trouve lui aussi à une longueur de l'actuel leader, la JSM Tiaret (41 pts), qui est allé accrocher à El Bahia les »Asémistes » d'Oran.

DELORT RÉPOND SIFFLETS DE NANTES

Dans quelques semaines, ils m'acclameront

ANDY DELORT, l'attaquant de l'Algérie et de Nantes, a été chahuté à l'occasion du derby perdu face à Rennes à la Beaujoire. Cet hiver, Andy Delort a décidé de changer de club pour rejoindre Nantes et pour le moment, l'attaquant de la sélection algérienne vit des moments assez compliqués. Titulaire lors de la déroute face à la Juventus, Delort l'était encore ce dimanche lors du derby perdu face à Rennes (0-1). Et l'attaquant commence à cristalliser quelques critiques puisque lors de sa sortie à la 69e minute de jeu, des sifflets ont été entendus à la Beaujoire. Ce qui a fait grincer Delort qui s'est exprimé après la rencontre dans des propos relayés par l'Equipe. « Sincèrement, je trouve ça quand même dommage. Ce n'est pas grave, dans quelques semaines, ils m'acclameront. Mais je trouve ça rapide pour un joueur comme moi, qui ne triche pas. » Conscient que Nantes est au cœur d'une période pas simple, Delort espère désormais jouer un rôle important pour remettre son équipe sur les rails. « Je sais que c'est une période compliquée, je suis le premier dégoûté pour mes équipiers, mais j'assume, je suis un leader, je suis là pour ça. Je me languis de ce premier but qui va me faire du bien mentalement. »

JUDO : 4 ALGÉRIENS AU GRAND SLAM DE TACHKENT

QUATRE JUDOKAS (2 messieurs et 2 dames) représenteront l'Algérie au tournoi Grand Slam de Tachkent, prévu du 3 au 5 mars prochain en Ouzbékistan, suivant la liste d'admission dévoilée dimanche par les organisateurs.

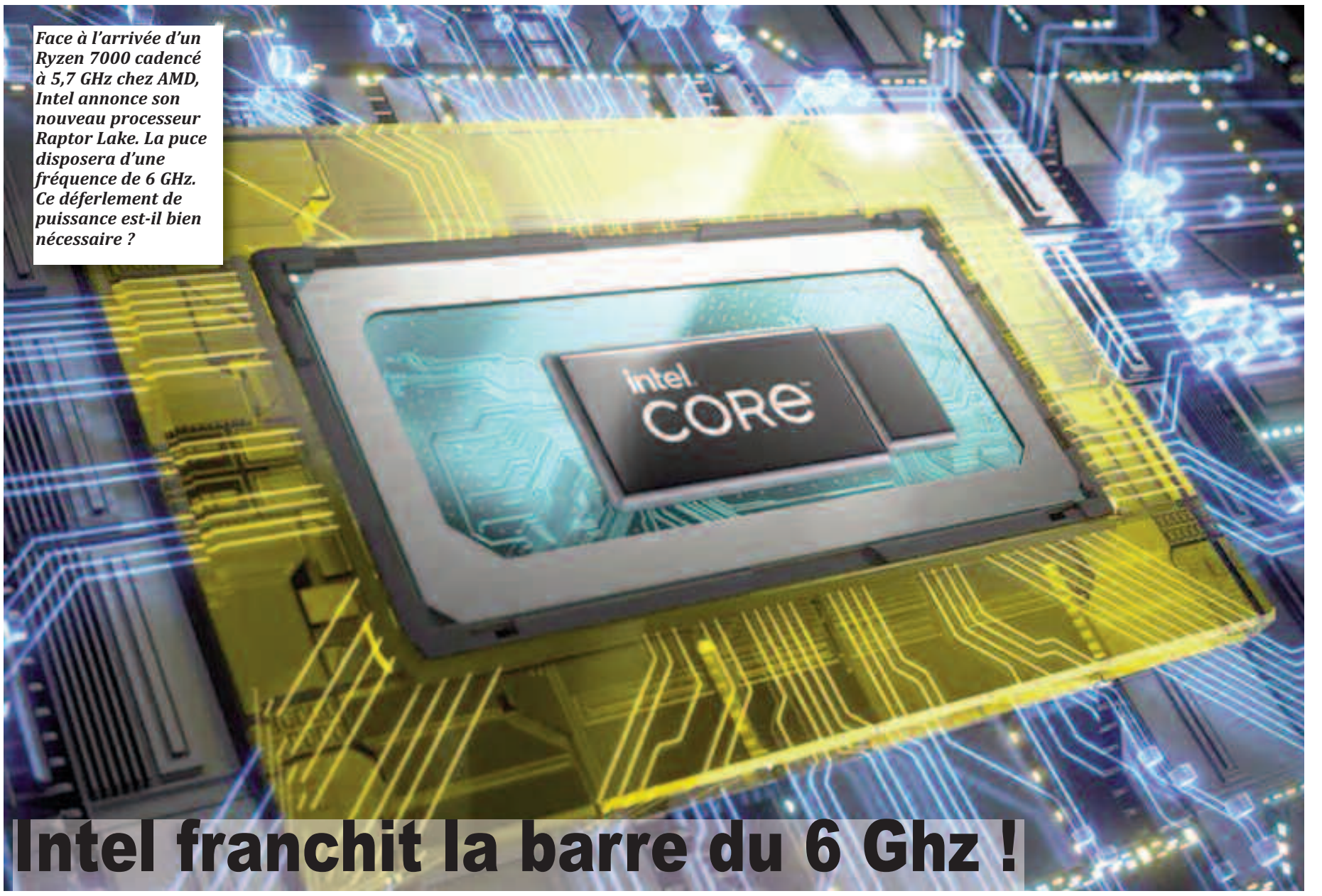
Il s'agit de Wail Ezzine (-66 kg) et Dris Messaoud (-73 kg) chez les messieurs, ainsi que Belkadi Amina (-63 kg) et Sonia Asselah (+78 kg) chez les dames. Un total de 384 judokas (204 messieurs et 180 dames), représentant 53 pays a déjà confirmé sa participation à cette compétition, qui met en jeu un nombre important de points dans la perspective d'une qualification aux prochains Jeux Olympiques d'été, prévus en 2024 à Paris (France). Avec un total de 56 athlètes engagés, l'Ouzbékistan est le pays le mieux représenté dans ce tournoi, devant le Kazakhstan (25) et l'Allemagne (22), au moment où certaines grandes nations du judo, comme le Japon, n'ont engagé que 11 athlètes.

==== Il reprend des couleurs sur l'île de beauté - Les Stats épatantes de Belaili avec Ajaccio

Depuis son arrivée en octobre dernier, Youcef Belaili porte l'attaque de l'AC Ajaccio. Youcef Belaili reprend des couleurs sur l'île de Beauté. Depuis son arrivée à l'AC Ajaccio en octobre dernier, le milieu offensif algérien entretient de bonnes statistiques personnelles. Auteur de 6 buts et passes décisives en 13 matchs de Ligue 1, le Fennec s'impose comme le facteur X de l'équipe d'Olivier Pantaloni. Encore buteur ce dimanche face à Troyes (2-1), l'ancien Brestois est presque impliqué sur tous les buts ajacciens ces dernières semaines puisqu'il a contribué à 9 des 12 dernières réalisations de l'équipe corse. Sans lui, on se demande où seraient les Acéistes, pire attaque de Ligue 1 avec seulement 20 buts inscrits en 25 journées ! Pour réussir sa périlleuse opération maintien, Ajaccio aura bien besoin de ce Belaili, inspiré et efficace dans la zone de vérité.

SLIMANI S'OFFRE UN DOUBLÉ FACE AU STANDARD LIÈGE

L'ATTAQUANT Algérien d'Anderlecht, islam Slimani s'est offert un doublé aujourd'hui face au Standard Liège (2-2) à l'occasion de la 27ème journée du championnat belge. L'ancien joueur du CRB a inscrit les deux buts de son équipe à la (34') (sp) et (38'). Slimani a même inscrit un troisième but à la 58' que l'arbitre a refusé pour une position de hors-jeu.



Face à l'arrivée d'un Ryzen 7000 cadencé à 5,7 GHz chez AMD, Intel annonce son nouveau processeur Raptor Lake. La puce disposera d'une fréquence de 6 GHz. Ce déferlement de puissance est-il bien nécessaire ?

Intel franchit la barre du 6 Ghz !

Nous sommes en 2022 et alors que l'on croyait que la course aux GHz était terminée depuis l'arrivée des processeurs multicœurs, la compétition semble toujours en cours. Pour cette bataille, les deux adversaires principaux sont toujours les mêmes, AMD et Intel. Alors que le premier vient tout juste d'annoncer l'arrivée de nouvelles puces Ryzen 7000 cadencées à 5,7 GHz, Intel révèle son Raptor Lake.

Cette treizième génération de processeurs culmine à 6 GHz et le fondeur s'est senti obligé de dévoiler cette nouveauté en réponse à AMD. Il a tout de même conservé sous le sceau du secret l'essentiel des caractéristiques de cette puce. Le journaliste Paul Alcorn de Tom's Hardware était présent lors de cette annonce et il pu collecter quelques chiffres clés. Ainsi, le Raptor Lake disposerait une augmentation des performances sur un thread unique de 15 %. En fonctionnement « multithread », ce chiffre atteindrait les 41 % par rapport au modèle précédent.

Une course à l'échalotte ?

Alors, est-ce que ces 5,7 ou 6 GHz sont véritablement importants aujourd'hui ? Pas vraiment... Il s'agit en réalité de séduire l'utilisateur avec un message fort et simple qui se concentre sur la seule puissance. Il est étonnant de constater que cela fonctionne toujours mais c'est pourtant le cas.

À ce petit jeu, c'est Intel qui l'emporte avec un chiffre rond. Mieux encore, en faisant baigner la puce dans de l'azote liquide, le constructeur a pu montrer qu'il est possible de « l'overclocker » jusqu'à 8 GHz. Cela ne sert à rien, mais la démonstration de puissance marque l'esprit. C'est pourquoi, selon différents analystes, cette puce Raptor Lake n'est que de l'esbrouffe face à celle d'AMD.

La vraie révolution devrait provenir du futur Meteor Lake d'Intel. Ce processeur dont l'architecture a été totalement repensée devrait débarquer en théorie l'an prochain. En théorie ! car comme le fondeur n'est pas certain de maintenir ces délais, il préfèrerait conserver son assise sur le terrain avec ce Raptor Lake. Ce dernier devrait être lancé à la fin de l'année, alors que le Ryzen 7000 débarque à la fin du mois.

Comment Google a déjoué la plus grande cyberattaque de l'histoire



AVEC UN PIC à 46 millions de requêtes par seconde, un client de Google Cloud a subi la plus grosse attaque par « déni de service » de l'histoire. C'était le 1er juin dernier, et Google explique comment elle a été contrée.

Des dizaines de millions. C'est le nombre de requêtes que reçoit chaque jour Wikipedia, l'un des sites les plus consultés au monde. C'est astronomique mais l'encyclopédie possède les serveurs et la bande passante idoines pour supporter de telles montées en charge. C'est l'exemple donné par Google après avoir contré la plus grosse cyberattaque de l'histoire sur son Cloud. C'était début juin, et ce n'est qu'aujourd'hui que la firme a décidé de lever le voile sur cette attaque qui a touché un client de Google Cloud. Ce jour-là, Google a bloqué une attaque dite de « déni de service » (DDoS) dont le débit a atteint 46 millions de requêtes HTTPS par seconde !

« Il s'agit de la plus grande attaque DDoS de couche 7 signalée à ce jour, soit au moins 76 % de plus que le précédent record, explique un ingénieur Google. Pour donner une idée de l'ampleur de l'attaque, cela revient à recevoir toutes les requêtes quotidiennes de Wikipédia (l'un des 10 sites Web les plus fréquentés au monde) en seulement 10 secondes. »

Une protection « adaptive »

Le plus impressionnant, peut-être, c'est que Google a donc réussi à déjouer cette attaque. Pour cela, le client visé avait déjà configuré la « Protection adaptative dans sa politique de sécurité Cloud Armor ». Une méthode qui permet d'établir un modèle de référence des modèles de trafic normaux pour son service. Résultat, cette protection, qui agit comme un firewall, a pu détecter l'attaque DDoS au début de son cycle de vie, analyser son trafic entrant et générer une alerte avec une règle de protection recommandée. Le tout avant que l'attaque ne s'intensifie. Tout se joue en quelques secondes.

Pour limiter l'ampleur de l'attaque, l'outil de protection a automatiquement limité le débit, et Google explique que le client a préféré « étrangler » l'attaque plutôt que la « refuser ». Pourquoi ? Cette méthode permet ainsi de réduire l'impact sur le trafic entrant légitime, tout en isolant les requêtes malveillantes. En clair, le serveur du client, dont le nom n'a jamais été mentionné, n'a jamais été « inaccessible » comme c'est généralement le cas face à une attaque de type DDoS.

Des attaques en provenance de 132 pays

Google explique aussi qu'avant de déployer cette « règle », elle a d'abord été déployée en mode de prévisualisation. Le client a ainsi pu vérifier que seul le trafic indésirable serait refusé et que les utilisateurs légitimes pourraient continuer à accéder au service. Lorsque l'attaque a atteint son pic de 46 millions de rps (requêtes par seconde), la règle suggérée par Cloud Armor était déjà en place pour bloquer le gros de l'attaque et garantir que les applications et services ciblés restent disponibles. Ce qui a sans doute facilité la tâche, c'est que le nombre d'adresses IP à l'origine des attaques n'était finalement pas si élevé. Google en a dénombré moins de 6.000 en provenance de 132 pays, dont quatre représentaient près d'un tiers des attaques. En les bloquant, le client a rapidement pu limiter leur impact.

Qu'est-ce que la technologie d'écran LTPO qui équipe l'iPhone 14 Pro ?



Avec sa dalle LTPO, l'iPhone 13 Pro a inauguré une technologie encore inédite sur les smartphones Apple. Et l'iPhone 14 a logiquement suivi. Derrière cet acronyme quelque peu barbare se trouve l'ingrédient essentiel derrière les tout nouveaux écrans allant de 1 Hz à 120 Hz.

L'écran 120 Hz fut l'une des grandes nouveautés de l'iPhone 13 Pro. Et l'iPhone 14 Pro, lancé en 2022, en est également équipé. Avec cette amélioration, qui permet une meilleure fluidité d'affichage, Apple rejoint les rangs des autres constructeurs Android qui ont déjà adopté cette technologie (Samsung, Oppo, etc.). Pour ne rien gâcher, ces écrans permettent aussi de gros gains en autonomie grâce à leur taux de rafraîchissement variable. Tout cela est rendu possible grâce à l'utilisation d'un composant en particulier : le backplane LTPO. Ne fuyez pas tout de suite, on vous explique.

Comprendre le LTPO : anatomie d'un écran

Si les écrans de nos smartphones semblent être construits d'une seule couche, quand on regarde de plus près, la situation est tout autre. Entre la vitre que l'on tapote et la carte mère du téléphone, il y a 5 ou 6 couches de technologies diverses. L'une des plus importantes est la technologie de fond de panier (backplane en anglais).

Pour faire simple, cette dernière va permettre aux pixels de l'écran de s'allumer. Pour construire le backplane d'un écran, on utilise une plaque de transistor en couches minces (ou TFT pour Thin-film transistor), qui va agir comme un interrupteur pour les pixels et sous-pixels. C'est un composant essentiel qui va déterminer la définition de l'écran et son taux de rafraîchissement, puisque chaque pixel a besoin d'électricité pour fonctionner.

iPhone 13 Pro, iPhone 14 Pro… : c'est quoi, l'OLED LTPO ?

C'est cette couche de l'écran qui a changé sur les iPhone 13 Pro (notre test) et les iPhone 14 Pro. Le backplane LTPO est une évolution de deux anciennes technologies (le LTPS et l'oxide TFT), qui va combiner des transistors issus de ces deux méthodes de production sur une plaque TFT. La technologie est brevetée par Apple, qui inaugure là une technique de développement d'écran maison. C'est son partenaire Samsung qui les produit et qui a implémenté une version de cette technologie sur les Galaxy S21 Ultra.

Les transistors qui utilisent la technologie LTPS ont en général un meilleur débit énergétique et peuvent faire circuler des électrons plus rapidement. Cette caractéristique est indispensable pour le rafraîchissement 120 Hz, car les pixels vont devoir changer d'état très rapidement. Les transistors oxide TFT sont, eux, plus économes en énergie, particulièrement à basse fréquence. Cela permet d'épargner la batterie du téléphone quand il y a peu de mouvement à l'écran (pendant la lecture, en veille, etc.). En combinant les deux types de transistors, on obtient un backplane capable de faire varier la fréquence de rafraîchissement, tout en restant économe en énergie. Les écrans LTPO ne sont d'ailleurs pas apparus avec les iPhone 13. Apple les emploie sur ses montres connectées depuis l'Apple Watch Series 4, justement pour ses bénéfices en gestion de l'énergie. La technologie est désormais suffisamment mature pour arriver sur les iPhone. À noter qu'il y a une différence entre l'iPhone 13 Pro et l'iPhone 14 Pro : le taux de rafraîchissement varie de 10 à 120 Hz sur le 13 Pro, et de 1 à 120 Hz sur le 14 Pro. C'est ce qui permet au smartphone de ne consommer quasiment aucune énergie lorsqu'il est en mode always-on. L'écran du 14 Pro est par ailleurs plus lumineux (jusqu'à 2 000 nits).

Qu'est-ce que le halving du bitcoin, et pourquoi est-ce si important ?



TOUS LES QUATRE ANS a lieu un événement que les mineurs et les adeptes de bitcoin attendent : le halving. Protocole inscrit dans le code du bitcoin, il détermine en grande partie le futur de la cryptomonnaie – et participe à la fluctuation des prix.

Beaucoup de grands évènements ont lieu tous les quatre ans : que ce soit l'Euro de football, les années bissextiles, ou encore les Jeux olympiques d'été, beaucoup de fans attendent à chaque fois avec impatience la prochaine édition. Pour les mineurs et les adeptes de cryptomonnaies, il s'agit du halving du bitcoin.

Depuis la création du bitcoin, en 2008, il n'y a eu que 3 halvings, dont le dernier en mai 2020. Bien que ce soit une pratique assez nouvelle, le halving marque à chaque fois le monde des cryptomonnaies, et les périodes qui les précèdent sont l'occasion de spéculer et de se questionner. Parce que chaque halving est un évènement d'une signification particulière, qui rappelle que les mineurs se rapprochent chaque jour un peu plus de la fin des bitcoins — 90% de tous les bitcoins ont déjà été minés.

Qu'est-ce que le halving ?

Halving, en anglais, veut dire la division par deux. Et c'est exactement ce qu'il se passe.

Pour « produire » de nouveaux bitcoins, il faut les miner. Pour résumer, les mineurs sont mis en compétition, et doivent répondre à des équations. Le mineur qui y parvient en premier reçoit un nombre déterminé de bitcoins en récompense de son travail sur la blockchain. Cette somme a été fixée dès la conception du bitcoin par Satoshi Nakamoto, le créateur de la crypto-monnaie. Au tout début du bitcoin, un mineur recevait 50 bitcoins pour chaque nouveau bloc. Cette situation a depuis changé : lors du premier halving, en 2012, la récompense accordée aux mineurs est passée à 25 bitcoins. En 2016, lors du deuxième halving, elle est passée à 12,5. Depuis le dernier halving de 2020, les mineurs ne reçoivent « que » 6,25 bitcoins pour chaque nouveau bloc. Lors du prochain halving, qui doit avoir lieu en 2024, la rémunération passera à 3,125 bitcoins, et ainsi de suite.

Pourquoi avoir mis ce système de halving en place ?

Contrairement à la monnaie classique, le bitcoin a un nombre fixe d'unités : il a été décidé qu'il n'y aurait que 21 millions de bitcoins produits. C'est cette particularité qui en fait une denrée rare, comme l'or : il y a une limite. Et une fois qu'elle sera atteinte, il n'y aura plus jamais de nouveau bitcoin miné.

C'est cette notion de rareté qui confère à un produit ou à un métal sa valeur. C'est pour réussir à conférer cet aspect au bitcoin que Satoshi Nakamoto a décidé d'instaurer une limite au bitcoin, pour créer de la valeur. Cette limite de bitcoin a été insérée dans le code de la blockchain, et ne pourra jamais être transgressée.

l a été calculé que cette limite devrait être atteinte en 2140, mais la date exacte à laquelle le dernier bitcoin sera produit n'a pas encore été définie. Pour l'instant, un peu plus de 18 millions de bitcoins ont été minés, soit plus de 88,3% du total. Et à chaque halving, il va devenir plus difficile de produire un bitcoin, ce qui entretient la longévité de la blockchain — au moins jusqu'en 2140.

Pourquoi 21 millions ?

La somme de 21 millions de bitcoins a été choisie par Satoshi Nakamoto – et il n'a jamais expliqué pourquoi ce nombre avait été choisi. Cependant, des experts ont conclu qu'il y avait deux hypothèses très probables.

La première suppose que Satoshi Nakamoto a choisi ce nombre car, en 2009, le nombre d'argent total en circulation dans le monde était de 21 trilliards de dollars. En espérant que le bitcoin devienne un jour la monnaie de base pour le monde, un bitcoin aurait alors une valeur fixe, correspondant à 1 million de dollars.

L'autre hypothèse se base sur le temps nécessaire pour miner un bloc. Les paramètres du bitcoin font aujourd'hui qu'un bloc est miné approximativement toutes les dix minutes, grâce à un protocole qui ajuste la difficulté. Le nombre de 21 millions correspondrait du coup à une logique mathématique, appliquée simplement pour une question de commodité.

Comment se déroule le halving en pratique ?

Le halving est inscrit dans le code. Il a été prévu qu'il intervienne tous les 210 000 blocs. Un bloc étant créé toutes les 10 minutes, les experts ont calculé que le prochain halving devrait avoir lieu au printemps 2024 – mais personne n'a de date exacte pour l'instant. Concrètement, le halving ne change rien à la production en elle-même de bitcoin. La différence sera seulement sentie par les mineurs qui produiront le 210 001ème bloc et les suivants, qui recevront seulement 3,125 bitcoins en récompense au lieu des 6,25 bitcoins habituels.

Le halving étant inscrit dans le code du bitcoin, il n'y a rien de particulier à faire ou à organiser : il se déroule tout seul.

Quelles conséquences sur le bitcoin ?

Les conséquences du halving sur le cours du bitcoin ne se font pas nécessairement sentir immédiatement après, mais elles sont bien réelles. Le site spécialisé Investopedia explique que les halvings ont toujours correspondu à des moments de forte hausse dans le prix du bitcoin. Cette tendance est d'ailleurs assez logique : le nombre de bitcoins produits devient plus rare, ce qui ne fait qu'augmenter sa valeur.

« Le premier halving, qui a eu lieu en novembre 2012, a entrainé le cours du bitcoin, qui est passé de 12 dollars à 1 207 dollars en un an. Le deuxième halving s'est produit en juillet 2016, lors que le cours stagnait autour de 650 dollars, et un an plus tard, le bitcoin connaissait son premier pic et atteignait le prix record de 16 000 dollars ».

Le premier écran interactif a été conçu en 1987 !



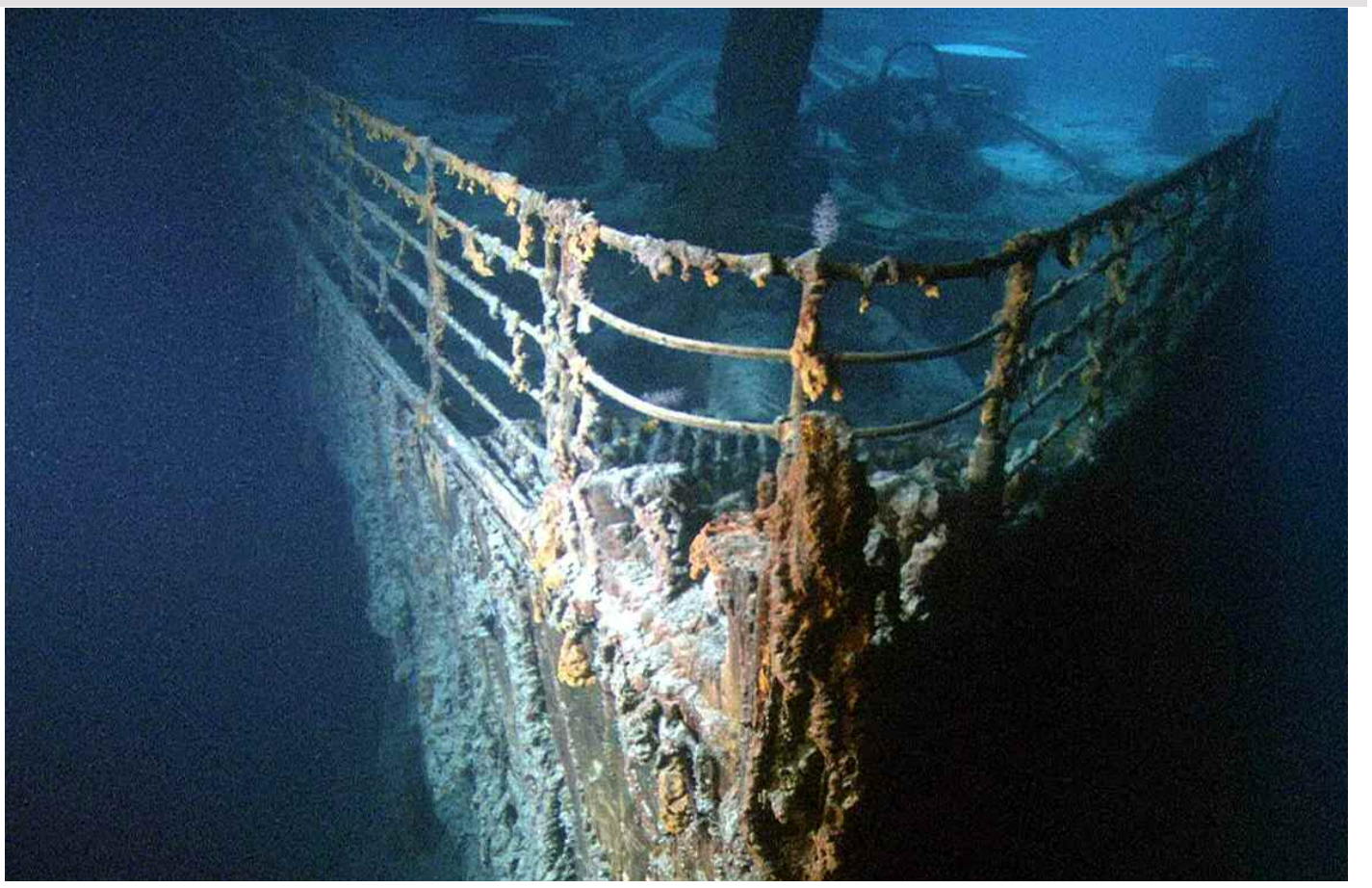
UN TABLEAU blanc interactif (TBI) est un écran interactif ayant la forme d'un tableau blanc. Il peut s'agir soit d'un ordinateur tactile autonome utilisé indépendamment pour effectuer des tâches et des opérations, soit d'un appareil connectable utilisé comme pavé tactile pour contrôler les ordinateurs à partir d'un projecteur. Cet écran interactif est utilisé dans divers environnements, y compris les salles de classe, les salles de conseil, les réunions des groupes de travail des entreprises et les salles de formation pour les entraîneurs sportifs professionnels.
Le tableau blanc interactif a été initialement conçu par deux personnes dénommées David Martin et Nancy Knowlton en 1987. Peu de temps après, ils ont cofondé la société SMART Technologies et présenté le premier SMART Board au monde en 1991. SMART Technologies est aujourd'hui le leader mondial des TBI avec une part de marché de 47% dans le monde.

Prix ecran interactif
En plus du premier TBI, de nombreux autres modèles ont été introduits au cours des vingt dernières années par SMART Technologies et d'autres sociétés dominantes telles que Promethean World et Numonics. Par exemple, en 1992, SMART Technologies a produit des TBI avec rétroprojection et en 1994, Numonics a ajouté une division de produits interactifs à sa société, qui a créé le premier tableau blanc interactif centré sur le stylo.

Le plus jeune tueur en série du monde a été arrêté à l'âge de huit ans pour trois meurtres !

EN JUIN 2007, Amardeep Sada, également connu sous le nom d'Amarjeet Sada, est devenu le plus jeune tueur en série du monde après avoir été arrêté pour le meurtre de trois enfants dans le village de Begusaray, en Inde. Sada a commencé à tuer environ un an avant d'être finalement remis aux autorités. En d'autres termes, il n'avait que sept ans lorsque ces crimes ont commencé. Toutes ses victimes étaient des bébés du village local, le plus âgé étant sa soeur âgée de huit mois qu'il a tuée en l'étranglant, sa deuxième victime était sa cousine qui avait six mois et sa dernière victime était la fille d'un voisin, Sada l'a tuée en la frappant à coups de brique avant de l'enterrer
La famille de Sada a tenté de dissimuler ses crimes avant que l'enfant ne soit dénoncé par des villageois. Sada a été heureux d'admettre les meurtres, il a même amené les villageois sur les lieux de son dernier crime et les a aidés à récupérer le corps.
Les lois de condamnations en Inde ont empêché Sada de faire face à des conséquences juridiques à vie.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



L'incroyable première exploration de l'épave du Titanic en 1986

HISTORIQUE
Ces images inédites ont été dévoilées pour fêter les 25 ans de la sortie du film de James Cameron

Des images rares et inédites. l'institut océanographique Woods Hole a publié une vidéo exceptionnelle sur son site Internet : celle de la toute première exploration de l'épave du Titanic, organisée en juillet 1986.
Le paquebot avait été retrouvé en septembre 1985 près de Terre-Neuve (Canada) et une exploration avait été lancée quelques mois plus tard, explique Le Huffington Post.





Cette vidéo, qui dure plus d'une heure, a été dévoilée pour célébrer les 25 ans de la sortie du film de James Cameron. Elle permet de se rendre compte de l'immensité du paquebot, ainsi que du drame qui s'y est produit. On peut y apercevoir la proue et le pont, tous deux rouillés par les nombreux mois sous l'eau, mais aussi certains objets d'époque. Des images qui laissent imaginer l'émotion des explorateurs en découvrant ce spectacle.

Parti du port de Southampton (Angleterre) pour rejoindre les Etats-Unis, le Titanic a coulé dans la nuit du 14 au 15 avril 1912 après avoir heurté un iceberg. Environ 1.500 personnes ont trouvé la mort dans ce naufrage, défini comme l'une des plus grandes catastrophes maritimes de l'époque. L'épave du célèbre paquebot repose désormais à presque 4.000 mètres de profondeur dans les eaux internationales de l'Atlantique Nord.

Coca-Cola dévoile sa nouvelle boisson en collaboration avec la chanteuse Rosalia

COLLAB La marque promet un parfum et un design inédits Coca-Cola innove en France. Après les Etats-Unis l'an passé, le géant de la boisson lance sa marque Coca-Cola Créations dans l'Hexagone, selon le magazine spécialisé Rayon Boissons. L'entreprise américaine a en ligne de mire les consommateurs de la génération Z. « Le principe, c'est de vivre et de goûter à une expérience unique », a indiqué à nos confrères Elodie Péribère, directrice marketing de Coca-Cola France.
Les nouveautés vont concerner la gamme des sodas sans sucres. L'idée est de promouvoir une « consommation plus responsable et raisonnée en sucres et en calories ».

L'artiste Rosalia associée à la marque
Le premier produit de la marque Coca-Cola Créations est issu d'une collaboration entre le fabricant de boissons et l'artiste pop catalane Rosalia, choisie car elle est « disruptive et moderne ».



Cela prend la forme d'une canette slim de 33 cl vendue au prix indicatif de 1 euro et disponible jusqu'à la fin mai dans le commerce.
« Le parfum ainsi que le design sont inédits », a souligné Elodie Péribère. Considérant que la musique est « le centre d'intérêt n°1 de la jeune génération », la chanteuse espagnole a composé un single spécifique pour la sortie de cette canette, intitulé Lie Like You Love Me.

D'autres éditions limitées déjà lancées
Coca-Cola va faire la promotion de sa nouvelle marque essentiellement en ligne, afin de pouvoir cibler la génération Z. Les points de vente que celle-ci a l'habitude de fréquenter, comme Monoprix, seront aussi chouchoutés « pour créer de la notoriété sur la marque dès l'arrivée en magasin ».

Pourquoi les émissions de CO2 repartent-elles à la hausse ?

Mené par une centaine de chercheurs en climatologie, le Global Carbon Project dresse chaque année le bilan du CO2 émis par les activités humaines sur la planète. Après un creux lié à la pandémie de Covid, les émissions sont reparties à la hausse. Explications.



"Chaque année, nous essayons d'avoir la meilleure synthèse possible des processus qui expliquent l'augmentation du CO2 dans l'atmosphère, principale cause du réchauffement climatique", souligne en conférence de presse Philippe Ciais, chercheur au Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement (CEA-CNRS-UVSQ).
Comme une centaine d'autres scientifiques issus de 85 instituts de recherche dans le monde, ce climatologue a contribué au rapport du Global Carbon Project - dirigé par Pierre Friedlingstein, de l'Université d'Exeter (Royaume-Uni) - dressant à la fois le bilan des émissions de dioxyde de carbone par les activités humaines sur la planète pour l'année 2021, ainsi que les projections pour 2022.

40,6 milliards de tonnes de CO2 en 2022

Les données sur les émissions de CO2 analysées proviennent à la fois des Etats, de l'Agence internationale de l'énergie (IEA), mais aussi des pollueurs eux-mêmes, à l'instar du géant pétrolier British Petroleum (BP). Les autres gaz à effet de serre (méthane, oxyde nitreux...) ne sont pas pris en compte par le Global Carbon Project, en raison de difficultés de comparaison - le méthane a un effet de réchauffement plus puissant, mais il persiste moins longtemps que le CO2 dans l'atmosphère.
"Les émissions de CO2 ont fortement rebondi (après la crise du Covid)", annonce Philippe Ciais. Quant à l'année 2022, le bilan des mois déjà écoulés - complété avec une extrapolation sur les mois restants - s'élève à 40,6 milliards de tonnes (GtCO2). Le chercheur pointe la "reprise économique après la récession en 2020". "Pendant le Covid, il y a eu moins de demande, ce qui fait que les ressources fossiles ont été moins sollicitées, et ce fut une bonne année pour les (énergies) renouvelables."

Détaillant les émissions de CO2 pays par pays, le climatologue relève "en 2021 un très fort rebond de la Chine, suivi en 2022 d'une légère diminution, probablement liée au ralentissement économique ainsi qu'aux reconfinements dans le cadre de la politique zéro-covid. Aux Etats-Unis, les émissions ont augmenté en 2022 (+1,5 %) tandis qu'elles ont baissé en UE
(-0,8 %). Mais la hausse la plus forte est observée pour l'Inde : +6 %."
"Même si toutes les promesses (des gouvernements) sont tenues, nous ne sommes pas du tout certains de rester sous la barre des 2°C (de réchauffement planétaire)", en conclut-il. "Or, nous sommes déjà à +1,1 °C, et nous voyons déjà le changement climatique se manifester avec une intensité qui a surpris même les climatologues."

Reprise de l'aviation et déforestation

La plus grande part de ce bilan (36,6 GtCO2) correspond aux émissions de CO2 d'origine fossile (pétrole, charbon, gaz et ciment), qui devraient augmenter de 1 % par rapport à l'année précédente. Une hausse attribuable notamment à une "forte ré-augmentation de l'utilisation du pétrole, notamment avec la reprise de l'aviation", précise le chercheur. Si le transport aérien représente certes une faible part des émissions globales (2 à 3 %), "la ré-augmentation qui a suivi une diminution de moitié en 2020" expliquerait cet effet, à première vue disproportionné.
La partie restante (3,9 GtCO2) correspond aux émissions liées au changement d'usage des terres, notamment la déforestation. En coupant des arbres, l'humanité libère du carbone (flux brut), ce qui est compensé - mais seulement en partie - par la repousse des forêts dites "secondaires", détaille le climatologue. "Si l'on pouvait atteindre le "zéro déforestation" en 10 ans, nous pourrions bénéficier (de cette repousse) pour renverser la tendance, et avoir un "puits net" de carbone".

Mais pour l'instant, trois pays procèdent toujours à une déforestation massive, laissant place à des terrains agricoles : "l'Indonésie et le Brésil, principalement pour l'exportation (respectivement d'huile de palme et de soja destiné aux animaux d'élevages, NDLR)" et "la République Démocratique du Congo, où il s'agit davantage de petites exploitations, avec de l'agriculture tournante", distingue le scientifique.

2022, une année critique pour les gaz à effet de serre

"Le problème, c'est que l'humanité extrait du carbone fossile : charbon, pétrole et gaz naturel. Une partie (du CO2) s'accumule dans l'atmosphère. Heureusement, il y a des réservoirs naturels (ou "puits de carbone", tels que les océans et les forêts, NDLR) qui en réabsorbent environ la moitié", explique le chercheur.

Toutefois, ces puits de carbone semblent devenir de moins en moins efficaces. "D'après nos analyses, le changement climatique est en train de réduire l'absorption du carbone par les océans (de 4 %) et par les écosystèmes terrestres (de 17 %)" sur la décennie 2012-2021, souligne le climatologue. L'affaissement de ce puits de carbone au niveau des forêts françaises serait dû à la fois aux conditions climatiques (températures plus élevées) ainsi qu'aux parasites qui augmentent la mortalité des arbres.
"Au niveau européen, on est déjà sur une bonne trajectoire, même s'il va falloir intensifier les efforts (...) et au niveau de la France, nous sommes aussi sur la bonne voie", confirme Jean-Pierre Chang, Directeur adjoint – Pôle de Coordination de l'Inventaire au Citepa, une association sans but lucratif qui évalue l'impact des activités humaines sur le climat et la pollution atmosphérique. Selon son analyse, la période 1990-2005 - caractérisée par une stabilisation des émissions de gaz à effet de serre - a vu suivre une nouvelle ère marquée par une "tendance structurelle à la baisse".
Ainsi, les émissions correspondant aux années 2019, 2020 et 2021 n'ont pas dépassé, chacune respectivement, les "plafonds annuels indicatifs de la SNBC (stratégie nationale bas carbone, NDLR)". Pour les années à venir, dans notre pays, "il faut espérer une continuation de la réduction des émissions (...) à hauteur de -3 % à -4 % d'ici 2030", ajoute-t-il.
En zoomant sur les secteurs d'activité, l'expert du Citepa remarque que si le résidentiel tertiaire et l'industrie manufacturière ont vu leurs contributions respectives diminuer (-13 % et -5 %), l'industrie de l'énergie, elle, a émis davantage de gaz à effet de serre (+8 %) - ce qui s'expliquerait par "la mise à l'arrêt des centrales nucléaires françaises" et par un "recours plus important aux énergies fossiles".

Réduire nos émissions, autant que pendant la crise du Covid - mais de manière pérenne

"Mais stabiliser le climat, ça veut dire faire descendre les émissions à zéro. Si l'on voulait atteindre le "net zéro" (...) d'ici 2050, il faudrait réduire nos émissions de 1,4 GtCO2 chaque année - ce qui correspond à ce qui s'est produit pendant la crise du Covid, mais cette fois-ci, il faudrait le faire de manière pérenne", insiste Philippe Ciais.
Faisable ?
"Un objectif aussi ambitieux ne pourrait être atteint qu'en réduisant la demande", estime-t-il. "2022 est une année critique, (...), or, c'est (aussi) une année chaotique avec la crise des énergies et la guerre en Ukraine. On est passé d'un monde où l'on pouvait faire des projections relativement fiables sur l'avenir, à un monde où l'on ne peut plus vraiment prévoir les variations", prévient le climatologue.
Il y a désormais 50 % de chance que le réchauffement planétaire de 1,5 °C soit dépassé dans neuf ans, évaluent les experts du Global Carbon Project.

BIEN-ÊTRE



Comment lutter efficacement contre la fatigue ?

Vous avez du mal à vous lever le matin ? Vous vous sentez épuisé(e) ? Le stress au travail ou dans nos vies personnelles met nos organismes à rude épreuve. Composé d'éléments naturels qui ont prouvé leur efficacité, Ristabil® vous aide à retrouver votre tonus et à être résilient face à la fatigue.

La fatigue passagère peut être liée à de nombreux facteurs : le stress, un rhume, la saison, etc.
Quand elle s'installe, elle met à mal notre énergie vitale et affaiblit notre système immunitaire – c'est ainsi qu'en hiver on enchaîne parfois les rhumes ou d'autres affections ORL, ce qui nous épuise encore un peu plus et sape notre moral.
Faire du sport est recommandé pour dynamiser notre organisme ; tout comme consommer beaucoup de fruits de saison, qui sont des concentrés de vitamines et d'énergie : agrumes, kiwis… À l'heure du repas, on peut aussi miser sur les aliments qui apportent un coup de fouet grâce à leurs nutriments : les lentilles sources de fer, la levure de bière et les germes de blé riches en vitamine B anti-fatigue… D'autres compléments naturels comme l'éleuthérocoque et la gelée royale peuvent nous aider à retrouver notre vitalité et à redevenir nous-mêmes.

Une solution naturelle anti-fatigue
L'éleuthérocoque est une plante qui a un effet tonifiant physique et qui est en outre un stimulant immunitaire. Quant aux bienfaits de la gelée royale sur la fatigue physique et morale, ils sont eux aussi reconnus.
Le complément Ristabil® associe ces deux actifs à d'autres nutriments aux propriétés anti-fatigue : myrtille, églantier, vitamines du groupe B. Les flavonoïdes et les anthocyanosides de la myrtille, puissants antioxydants, ont aussi une action tonique. L'églantier a une teneur élevée en vitamine C, vitamine anti-fatigue par excellence. Les vitamines B1, B2 et B6 contribuent à réduire l'asthénie et à booster l'organisme. Un cocktail qui va redonner de l'énergie pour le reste de l'hiver ! Ristabil® convient aux adultes de tout âge et aux enfants.
Il est recommandé de faire une cure de deux flacons par jour pour un adulte et d'un flacon par jour chez l'enfant pendant 10 jours, à renouveler si nécessaire. Si l'état d'épuisement persiste et nuit aux activités quotidiennes, il faut consulter un médecin, car ce peut aussi être le symptôme d'une pathologie qu'il faudra traiter spécifiquement.

Hyperlaxité : genou, cheville, comment savoir ?

L'HYPERLAXITÉ est l'élasticité excessive de certains tissus et des articulations. Si cela peut être totalement bénin, cela peut aussi être le signe de maladies graves. On fait le point .

Définition : qu'est ce qu'une hyperlaxité articulaire ?
L'hyperlaxité désigne une élasticité excessive des tissus péri-articulaires (muscles, tendons et ligaments) et des articulations. Elle peut être localisée et n'affecter que certaines articulations comme les genoux, les hanches, les épaules, les phalanges… ou généralisée. "Si elle peut être totalement asymptomatique, elle peut aussi s'accompagner de douleurs musculaires et articulaires, et favoriser les risques d'entorse et de luxation en raison de l'instabilité articulaire qu'elle provoque", explique le Dr. Christophe Delong.
L'hyperlaxité généralisée, qui concerne surtout les enfants, est le plus souvent asymptomatique et est totalement bénigne. L'hyperlaxité touche trois fois plus souvent les femmes que les hommes. "Néanmoins souvent la laxité



diminue entre 20 et 30 ans : le tissu conjonctif devient moins élastique", ajoute le Dr. Delong.

Signes : comment savoir si l'on est hyperlaxe ?
"Un des meilleurs signes et le plus évident est l'hyperextension de tous les doigts de la main", indique le Dr. Delong.

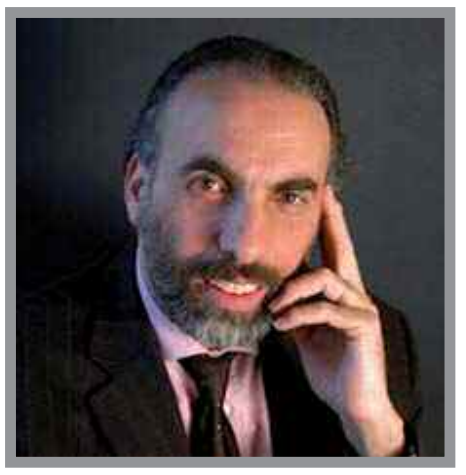
Quelles sont les maladies qui entrainent une hyperlaxité ?
L'hyperlaxité peut être le symptôme d'une maladie. "Elle peut être présente en cas de maladies génétiques comme le syndrome d'Ehlers-Danlos, le syndrome de Down (ou trisomie 21), le syndrome de Marfan et le syndrome de Morquio".
Est-ce grave d'être hyperlaxe ?
Non, il n'est pas grave d'être hyperlaxe. "En revanche, cette situation est un facteur de risques de développer d'autres pathologies. Elle peut aussi être source de douleurs, et gêner la vie quotidienne", prévient le Dr. Delong.

Quelles sont les conséquences et les complications d'une hyperlaxité ?
Selon la zone concernée, une hyperlaxité articulaire peut provoquer :
Des entorses à répétition
Des luxations ou des déboitements de l'épaule, de la rotule, de la mâchoire…
Des subluxations à répétition
Des tendinites, notamment au coude, à l'épaule et au genou
Des déformations articulaires au niveau des genoux et des doigts
Une arthrose précoce
Qui consulter en cas d'hyperlaxité ?
Votre médecin traitant sera votre premier interlocuteur. Si elle entraine des troubles articulaires à répétition, il pourra vous orienter vers un rhumatologue. S'il estime qu'elle peut être le symptôme d'une maladie plus grave, des examens complémentaires vous seront prescrit.

Comment pose-t-on le diagnostic de l'hyperlaxité ?
Chez l'adulte, le diagnostic de l'hyperlaxité est établi grâce au score de Beighton. Il consiste en une série de 5 examens (poser la main au sol jambes tendues ; plier chaque coude vers l'arrière ; plier chaque genou vers arrière ; plier le pouce vers l'avant-bras ; plier le petit doigt vers l'arrière à plus de 90°). Un score supérieur à 4 indique une hyperlaxité. Des examens complémentaires peuvent aussi être demandés pour rechercher d'autres symptômes et la cause de l'hyperlaxité.

Quel est le traitement en cas d'hyperlaxité ?
"Elle ne nécessite pas toujours une prise en charge : tout dépend si elle est le symptôme d'une maladie ou pas et si elle est douloureuse", précise le Dr. Delong. Lorsque c'est nécessaire, le traitement repose essentiellement sur une rééducation spécifique réalisée par un kinésithérapeute, des exercices de renforcement musculaire et parfois le port d'une orthèse.

TOCQUEVILLE
DU DOUBLE STANDARD



Par Mustapha Cherif

La pensée de philosophes, de scientifiques, de politologues, comme celle d'Alexis de Tocqueville (1805-1859), sociologue et homme politique, réserve parfois des surprises. De la théorie à la pratique, la réalité révèle des écarts contradictoires, une politique néfaste des deux poids et deux mesures.

Ali Ziki, professeur de philosophie à l'université d'Alger, en traduisant en langue Arabe si riche, et de manière brillante, aux éditions Dar El Djaiza, quatre textes d'Alexis de Tocqueville consacrés à l'Algérie, apporte un éclairage pertinent, inédit et fort à propos du rapport entre les deux rives de la Méditerranée au XIXe siècle.

Il est utile d'en parler en ce 18 Décembre, date de la journée internationale de la langue Arabe.

L'acte de traduire est hautement culturel et scientifique. Il est aussi politique. Il marque l'ouverture d'esprit, facilite la critique, le débat, la circulation des savoirs et la maîtrise de problématiques, ici controversées.

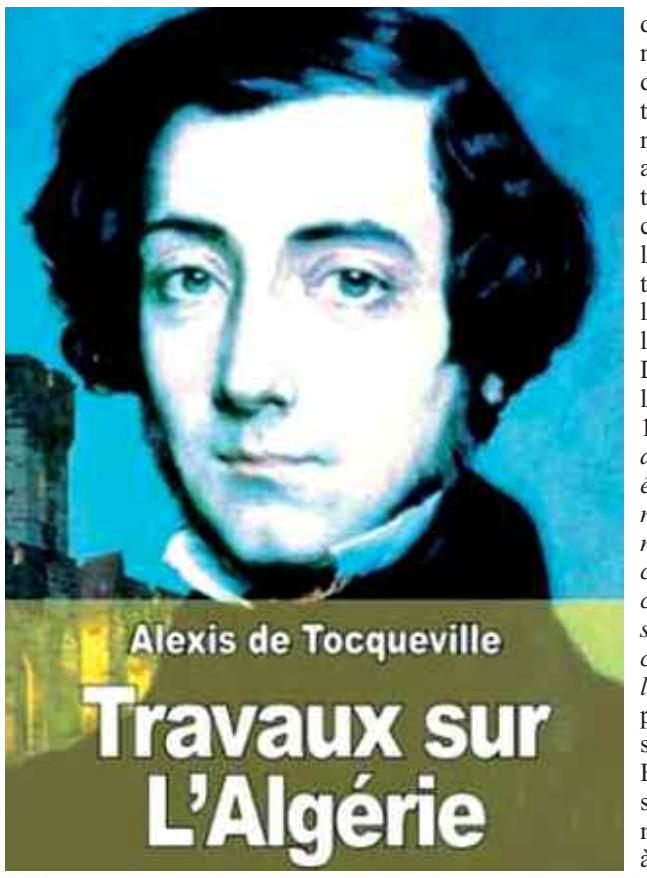
LE POIDS DE L'ETHNOCENTRISME AVEUGLE

Les sciences humaines et sociales vivent une crise du rapport à l'universalité et à l'authenticité. C'est une crise de la pensée politique. Ali Ziki donne la possibilité aux lecteurs arabophones de confronter leurs idées face à une pensée censée être humaniste et émancipatrice, celle de Tocqueville, mais paradoxalement aussi ethnocentriste et colonialiste. Le lecteur arabophone va découvrir une pensée, ambivalente, avec une face dite progressiste et une face inique.

Alexis de Tocqueville, un des chantres de la démocratie moderne, engagé contre l'esclavagisme et la dégradation des mœurs publiques, ne s'oppose pas à la conquête coloniale. Il pratique la politique du double standard, des deux poids et deux mesures. Il manie des concepts antagonistes. Le lecteur découvrira une absence d'authentique éthique de responsabilité en lien avec une vraie éthique de conviction.

Malgré ses engagements politiques, son modernisme, ses analyses aussi bien sur la Révolution française, que sur la démocratie en Amérique et ses productions intellectuelles qui marquent la scène occidentale, arguant que la société démocratique se caractérise par l'égalité des conditions, il se contredit, en ne reconnaissant pas le droit des Algériens à la souveraineté. La liberté d'autrui, le bien commun et le futur de l'humanité sont perdus de vue.

D'autres intellectuels humanistes, comme Alphonse de Lamartine, Victor Hugo, Jules Ferry, chacun à sa manière, se situent dans la veine du paradoxal. Au XIXe siècle circulait l'idée funeste de supériorité de la race blanche et de la civilisation européenne, que Ernest Renan a essayé de théoriser. Tocqueville n'échappa pas à ce prisme aujourd'hui révolu.



A l'heure où les sociétés aspirent à l'amitié et au bien commun, il est utile de méditer ces contradictions symptomatiques, pour se tourner vers l'avenir. Des forces politico-historico-économiques qui perturbent les esprits, mais ne représentent pas les peuples, influencent des intellectuels comme Alexis de Tocqueville. Il a pourtant visité l'Algérie et a constaté les violences et les déstructurations commises par le système colonial, que rien ne peut justifier. Il reconnaissait même que : *«La conquête loin d'être civilisatrice a été barbarisante.».*

Cependant, le poids de l'ethnocentrisme, la méconnaissance des réalités et valeurs du monde arabo-berbéro-musulman et l'alignement sur des calculs géopolitiques étroits, empêchent des intellectuels comme Alexis de Tocqueville de produire des réflexions objectives et justes sur l'Algérie et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Pourtant ses écrits sur l'Algérie ont lieu au moment d'actes de résistance qui démontrent la justesse de la cause algérienne, épopée héroïque de l'Émir Abdelkader fondateur de l'État Algérien moderne et du droit humanitaire, maître spirituel, humaniste et apôtre de la fraternité.

La conviction progressiste et libérale d'Alexis de Tocqueville passe au second plan lorsqu'il s'agit des peuples de la rive Sud. Ce qui est significatif de l'absence d'éthique et des blocages culturels et épistémologiques d'une partie des intellectuels. Les questions de l'altérité, de la diversité des cultures, de l'égalité entre les nations et les liens entre l'Orient et l'Occident ne sont pas pensées.

LE PEUPLE ALGÉRIEN NE POUVAIT ÊTRE ASSIMILÉ

L'ignorance, la démocratisation à deux vitesses et le double standard sont un problème. Alors que l'Occident est fils de l'Orient, avec qui il est entremêlé, lié et imbriqué, il s'est fermé à partir du XVIe siècle et fonde son existence sur la prétention à détenir le seul modèle valable d'émancipation et de développement et l'ambition de dominer le reste du monde.

Dans ce contexte idéologique belliciste, le dialogue des civilisations n'est pas abordé par Alexis de Tocqueville, alors qu'il traite des relations entre les nations occidentales et les autres. Il soulève les questions des conditions de la colonisation en acceptant l'inadmissible hiérarchisation des civilisations, l'injustice et la violence que la colonisation implique.

Dans son « Rapport sur l'Algérie « Tocqueville en 1844 écrit, que : *« ...notre domination en Afrique doit être fermement maintenue «.* Il ajoute *: « Nous nous bornerons à rechercher ce qu'est aujourd'hui cette domination, quelles sont ses limites véritables et ce qu'il s'agit de faire pour l'affirmer».* Il vise une utopie, une Algérie pacifiée et soumise.

En conséquence, il cherche seulement à dépasser les moyens militaires utilisés et à proposer des voies et moyens politiques, intellectuels et tactiques. In fine il légitimait la colonisation de peuplement, qui est pourtant la pire.

En intellectuel avisé, il reconnaît que la force brutale ne peut être le moyen pour durer : «…après le combat, nous ne tardâmes pas à voir qu'il ne suffit pas pour pouvoir gouverner une nation, de l'avoir vaincue». Par-là, Il se veut stratège, préconisant de diviser les forces sociales et politiques algériennes pour les affaiblir.

Il n'affirme pas le droit à la souveraineté, à la liberté et à l'indépendance de l'Algérie. Même s'il reconnaît les qualités du peuple algérien, ses héritages civilisationels, la validité de ses structures sociales et sa grandeur: «*nous avons rencontré… un peuple …qui a son histoire, ses mœurs, ses préjugés, ses croyances et, avec cela, un glorieux passé».*

Par calcul, il propose une forme d'autonomie à l'Algérie *«…l'idée d'un royaume arabe ayant son gouvernement, est une idée des plus justes «.* Ce fut aussi un temps l'idée de Napoléon III.

CHANGER LE REGARD DÉFORMÉ

Tocqueville découvre les différences qui séparent les deux rives de la Méditerranée : «*Quoique la côte d'Afrique ne soit séparée de la France que par 160 lieues de mer environ, … on ne saurait cependant se figurer l'ignorance profonde dans laquelle on était…on n'avait aucune idée claire des différentes races qui l'habitent ni de leurs mœurs ; on ne savait pas un mot des langues que ces peuples parlent ; le pays même, ses ressources… étaient ignorés…».*

En sociologue, il a observé et analysé la société algérienne, comme nombre d'orientalistes, pour mieux dominer, et tenter de trouver des solutions à cette nouvelle étape de l'histoire au profit de son pays.

Il s'est trouvé confronté à une difficulté majeure, une réalité intangible: il n'est pas possible de perdurer et de coexister si le rapport est celui de la domination violente et de l'exploitation. Partager, échanger, contribuer à l'essor de la civilisation humaine universelle, est possible et implique de reconnaître le droit à la différence et la souveraineté de tous les peuples et partant de ne pas agresser et envahir autrui. D'autres grands intellectuels Français au XXe siècle, comme Jacques Berque, Louis Massignon, Jean-Paul Sartre, Francis Jeanson, Jacques Derrida …ont su s'élever et soutenu l'indépendance de l'Algérie.

Tocqueville a sombré, même s'il a reconnu que le peuple algérien ne pouvait être assimilé, ni dilué dans la seule culture européenne, de surcroît par la force. Le triptyque, arabité, berbérité, islamité, ouvert, était un socle indéracinable. Le peuple Algérien musulman est pétri par la culture de la fierté, de la dignité et de la liberté.

Le professeur Ali Ziki par sa traduction fidèle des quatre textes d'Alexis de Tocqueville, contribue à lire l'histoire des idées sur un sujet politique complexe, selon le contexte historique et épistémologique. Tout en tirant les leçons du passé, il s'agit toujours de préférer le droit, l'amitié, le débat constructif, et contribuer au rapprochement entre les peuples.

Le public arabophone bénéficie d'une traduction utile qui montre les contradictions de la politique du double standard et les efforts confus et vains d'un intellectuel et politique pour tenter de dépasser ces contradictions. Alexis de Tocqueville n'était pas dépourvu de lucidité : *« croire à notre établissement régulier et définitif dans ce pays sans traiter avec les indigènes, c'est faire preuve d'une grande imprévoyance.»*

LE DIALOGUE DES CIVILISATIONS

Si Tocqueville revenait il ne pourrait que reconnaître que la colonisation a contredit l'idéal universel, les valeurs abrahamiques et la Déclaration des droits de l'homme de 1789. Et que le temps aujourd'hui ne devrait plus être celui du cynique double standard, mais de l'universalité, de l'égalité des droits, de la coopération, du partenariat, des échanges, de l'amitié entre peuples souverains et voisins.

Tout intellectuel digne de ce nom, œuvrerait au renouveau du dialogue des civilisations, à l'amitié franco-algérienne, pour un partenariat d'exception, un destin commun. En sachant que la nuit coloniale a changé et le colonisé et le colonisateur. Toute identité est composée et évolutive, aucune n'est monolithique et figée.

Il reste un avenir si on décolonise la pensée, en gardant une mémoire dépassionnée et en sortant des ressentiments. La civilisation autour de la Méditerranée est à la fois plurielle et commune. Les peuples musulmans sont attachés à la paix et à la justice. Dimensions universelles et inséparables.

Alexis de Tocqueville n'a pas été à la hauteur des enjeux, n'a pas compris la portée éthique chez le peuple Algérien, ni su dépasser l'horizon idéologique occidental.

La cohérence doit rester la vertu de tout travail. Tout intellectuel, en ce XXIe siècle, doit contribuer à changer le regard déformé que se portent l'Orient et l'Occident et favoriser le vivre ensemble, dans le respect mutuel et la fraternité humaine.

Mustapha Cherif est philosophe, auteur notamment de « l'Émir Abdelkader, apôtre de la fraternité «, éditions Odile Jacob, 2016, Casbah éditions, Alger 2017, et « L'Alliance des civilisations, un défi pour l'humanité «, éditions Casbah, Alger, 2017.











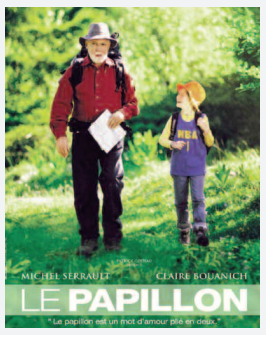


JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Téléréalité Saison 24 — TF1
Koh-Lanta

21h00 Football / Coupe de France — France 2
Lyon / Grenoble

21h10 Cinéma - Film d'action 2013, Etats-Unis — 6ter
Red 2

21h00 Cinéma - Thriller 2022, Espagne — CANAL+
As bestas

21h05 Cinéma - Film d'animation — W9
2006, Etats-Unis
L'âge de glace 2

20h50 Cinéma - Thriller — CINE+ FRISSON
2015, Etats-Unis
Night Run

20h05 Série dramatique — 6ter
2019, Etats-Unis, Australie
Dr Harrow

20h50 Cinéma - Film d'aventures 2016 — CINE+ PREMIER
The Lost City of Z

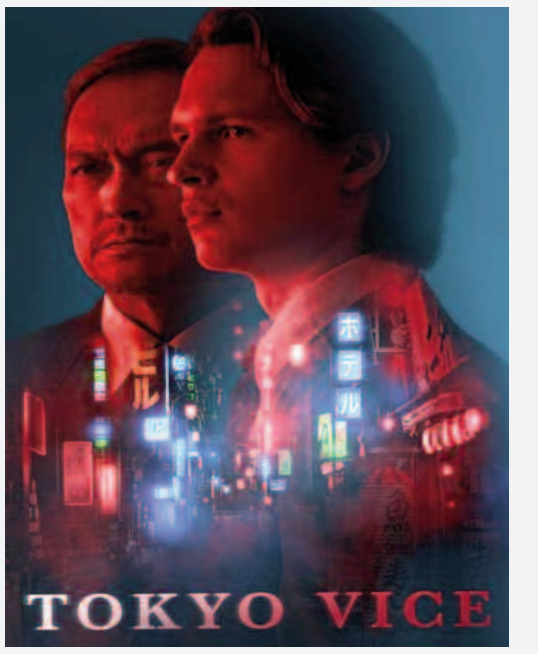
21h10 Cinéma - Drame 1971 — C8
Les proies

21h00 Cinéma - Film d'action 2022 — CINE+ CINEMA
Bullet Train

21h05 Cinéma - Comédie dramatique — CINE+ FAMIZ
2002, France
Le papillon

21h25 Magazine de société — TMC
Culture info
Les reportages de Martin Weill

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série policière 2022, Etats-Unis

Saison 1 Épisode 1/2

Tokyo Vice

Après avoir grandi dans le Missouri, Jake Adelstein, brillant étudiant, s'installe à l'université Sophia de Tokyo, à 19 ans. Cinq ans plus tard, il passe et réussit les concours oral et écrit pour entrer comme reporter au prestigieux journal "Tokyo Meicho Shimbun". Jake devient ainsi le premier journaliste étranger à intégrer la rédaction. Il se voit confier deux reportages concernant des faits divers criminels qui n'ont en apparence aucun lien entre eux.

23h43

Série d'horreur 2022, Etats-Unis

Saison 11 Épisode 5: NYC : Cartes maudites

American Horror Story

Kathy demande à Fran de lui tirer les cartes. Le tarot n'annonce pas de bonnes choses pour Hannah, Adam et Theo. L'ange de la mort apparaît à Gino, terrorisé, et l'oblige à l'embrasser.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:37	12:43	15:54	18:25	19:44
CONSTANTINE	05:43	12:49	16:01	18:32	19:50
ALGER	05:55	13:01	16:13	18:44	20:02
OUARGLA	05:49	12:56	16:10	18:41	19:58
CHLEF	06:02	13:08	16:22	18:53	20:10
MOSTAGANEM	06:07	13:13	16:27	18:58	20:15
ORAN	06:10	13:16	16:31	19:02	20:18

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7526 — MARDI 28 FÉVRIER 2023

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	13°	5°
Oran	14°	4°
Constantine	11°	1°
Ouargla	21°	8°

IMPORTATION DE VÉHICULES DE MOINS DE TROIS ANS
LES MODALITÉS FIXÉES

C'est le grand soulagement pour des milliers de citoyens désireux d'acquérir, à travers l'importation, des véhicules de moins de trois ans. Après plusieurs mois d'attente, les pouvoirs publics ont fixé officiellement les modalités de cette opération destinées aux particuliers résidents et sur leurs propres devises.



Le décret exécutif fixant les conditions et les modalités de dédouanement et du contrôle de conformité des véhicules de tourisme et utilitaires d'occasion acquis par les particuliers résidents vient d'être publié hier au Journal officiel. Il s'agit de la dernière étape avant le retour à l'importation des véhicules de moins de trois ans, après plusieurs années de gel de cette opération.

Ainsi, avec cette promulgation, les Algériens pourront désormais procéder à l'importation des voitures d'occasion, généralement des pays européens, notamment de France et d'Allemagne, en raison de la proximité géographique, des coûts de transports moins chers, et de la disponibilité de la pièce détachée de la plupart des marques automobiles.

Cette promulgation intervient dans une conjoncture inédite caractérisée par une flambée exceptionnelle des prix des véhicules sur les marchés en Algérie.

En trois ans, les prix ont plus que doublé, atteignant des seuils incroyables pour certaines marques, même asiatiques et sur des modèles qui n'étaient guère prisés par la clientèle algérienne. Il faut dire que l'offre était plus qu'insuffisante en raison de la fermeture des usines de montage locales et le blocage de leurs kits au niveau des ports, suite aux différents procès engagés par la justice sur leurs propriétaires et des hommes d'affaires, accusés de corruption.

Que dit le décret exécutif publié hier au Journal officiel ? Il dispose que le «particulier résident est autorisé à acquérir auprès des personnes physiques ou morales un véhicule d'occasion pour sa mise en circulation en Algérie, une seule fois tous les trois ans, à compter de la date de la déclaration de sa mise à la consommation.»

Le texte dispose aussi que le dédouanement pour la mise à la consommation des véhicules d'occasion, est soumis au «paiement des droits et taxes exigibles, conformément à la législation en vigueur.» Il ajoute que l'importation des véhicules d'occasion par des «particuliers résidents, s'effectue sur leurs devises propres.»

L'article 6 du décret précise que les véhicules de moins de trois ans importés par les Algériens résidents importés doivent être en «bon état de marche, ne doivent présenter aucun défaut majeur ou critique et doivent satisfaire aux exigences réglementaires en matière de sécurité et d'environnement et, le cas échéant, aux normes du constructeur».

En cas de non-conformité du véhicule de moins de trois ans importé, «constatée» par l'expert agréé par le ministère chargé des mines, l'automobile doit être «réexporté à la charge» du particulier résident importateur, le cas échéant, le véhicule est pris en «charge conformément à la législation et à la réglementation douanières.» Le dossier de dédouanement est composé d'une copie de la pièce d'identité du particulier résident ou une copie de la carte de résident pour les étrangers, d'un certificat de résidence du particulier résident ; d'un certificat d'immatriculation du véhicule à l'étranger ou tout autre document équivalent ; d'un document attestant le transfert de la propriété du véhicule, facture d'achat et/ou contrat de vente ; d'un document datant de moins de trois mois, justifiant le bon état de marche du véhicule, établi par un organisme habilité du pays de son immatriculation et du rapport d'expertise de conformité établi par l'expert agréé par le ministère chargé des mines.

Pour rappel, l'Algérie autorise dans la Loi de finances 2023 l'importation des véhicules de moins de trois ans dotés d'une motorisation électrique, essence ou hybride (essence-électrique).

Mohamed K.

Publicité

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT & PUBLIC POUR LA SÉLECTION DE PRESTATAIRE SPÉCIALISÉ DANS LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTCONCERNANT 10 NOUVELLES BOUTIQUES DJEZZY SUD N° 03/2023/OTA/IND/11

OTA LANCE UN AVIS D' APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT POUR TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DES 10 NOUVELLES BOUTIQUES SUD, N° 03/2023/OTA /INDIR/11
LES SOCIÉTÉS CONCERNÉES SONT LES FOURNISSEURS SPÉCIALISÉS DANS CE DOMAINE.

LES REPRÉSENTANTS DES SOCIÉTÉS INTÉRESSÉES PEUVENT ENVOYER LE DOSSIER CI-DESSOUS Á L'ADRESSE EMAIL **E.AdministrationProcurement@DJEZZY.DZ**

- Une copie du registre de commerce (ou équivalent)
- L'engagement de confidentialité qui doit être paraphé, rempli, signé et cacheté par le représentant légal de la société. L'engagement de confidentialité est téléchargeable sur le lien suivant : **http://www.djezzy.dz/djezzy-groupe** (Rubrique Appel d'Offres).
- Le code de conduite du partenaire d'affaire qui doit être paraphé, signé et cacheté par le représentant légal de la société. Le code de conduite du partenaire d'affaire est téléchargeable sur le lien suivant : **http://www.djezzy.dz/djezzy-groupe** (Rubrique Appel d'Offres).
- Une demande de retrait du cahier des charges, établie sur papier en-tête, signée et cachetée par le représentant légal le désignant nommément.
- Quittance de paiement des frais de Cahier des Charges **N° 03/2023/OTA/IND/11**.

À l'adresse : **OPTIMUM TELECOM ALGERIE SPA Rue Mouloud FERAOUN lot n°8A, Dar El-Beida, Alger.**

Le retrait du cahier des charges se fera contre paiement de la somme de cinq mille (5.000,00) Dinars Algériens et pourra se faire sur le compte ci-après :
- BNP PARIBAS EL DJAZAIR Agence Hydra / Dinars **N° 027 007000 003712 001 02**.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires, devront être envoyées à l'adresse indiquée, portant la mention :

Avis d'appel d'offres national ouvert N° 03/2023/OTA/IND/11
Travaux d'aménagement des 10 Nouvelles boutiques SUD
« SOUMISSION A NE PAS OUVRIR »

LES PIÈCES DU DOSSIER DOIVENT ÊTRE COMPOSÉES :

1. D'une offre technique insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention **« Offre Technique »**
2. D'une offre financière insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention **« Offre Financière »**
3. D'un dossier administratif inséré dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention **«Dossier Administratif»**

- Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges.
- La date limite de dépôt des offres est fixée pour le **21/03/2023** à **13h00**, heure locale.
-Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu lle **21/03/2023** à **14h00** à l'adresse : **Lot N°37/04, Dar El Beida, Alger.**
- Les soumissions qui parviendront après la date et heure limite de dépôt des plis ne seront pas prises en considération.

Optimum Telecom Algérie s.p.a.
Siège social : Route de Wilaya, Lot n° 37/4, Dar El Beida • Capital social : 164 002 00 0 00 0,00 DZD.
Tél. +213 770 85 00 00 • Fax +213 770 85 70 85 • Email contact@ djezzy.dz
www.djezzy.dz

DJEZZY جازي

DRAME DE TIKJDA
Les premières conclusions de l'enquête dévoilées

DANS un communiqué diffusé hier, le Procureur de la République auprès du tribunal de Bouira, a dévoilé les premières conclusions de l'enquête ouverte, suite au terrible accident de la circulation qui a coûté la vie à 10 personnes, vendredi dernier à Tikjda.

«Les premières investigations ont révélé la responsabilité exclusive du conducteur du bus, mort suite à cet accident» rapporte le communiqué. Selon cette source, le défunt conducteur a perdu le contrôle du bus suite à un dépassement dans un virage dangereux de la RN 33 : «Après ce dépassement le conducteur a perdu le contrôle du bus qui a dérapé et a fini sa course dans un ravin de plus de 200 mètres». Le bus de marque Hyundai qui transportait des visiteurs en excursion dans du mythique mont de la Djurdjura a fait une chute dans un ravin sur la route nationale 33 dans la commune Al Asnam.

Originaires de Bordj El Kiffan dans l'Est d'Alger, les morts étaient âgés entre 5 et 75 ans tandis que les blessés sont âgés en 5 et 76 ans.

Suite à ce drame e Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présenté ses condoléances aux familles des victimes. "Résignés à la volonté de Dieu…Notre cœur est attristé par le terrible accident qui a coûté la vie à des enfants, des femmes et des hommes à Tikjda. Je présente mes sincères condoléances aux familles des victimes, que Dieu ait leurs âmes et souhaite prompt rétablissement aux blessés. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons", a écrit le Président de la République sur son compte officiel Twitter.Enfin, le parquet a également rassuré les familles des victimes concernant les indemnisations suivant la réglementation.

S. O. B.

Le Jeune Indépendant du 28/02/2023 / ANEP 2316100600